

150

AU PAKISTAN

Quatre personnes tuées dans l'attaque du bureau de l'O.L.P. à Islamabad

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 2,75 F; Danemark, 2,75 F; Espagne, 40 pes.; Grèce, 120 dr.; Hongrie, 220 H.; Italie, 400 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,20 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.R.S.S., 60 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4397-23 Paris
Télex Paris n° 654572
TÉL. : 246-72-23

Le scandale Thorpe

Le drame d'un homme et d'un parti

Il y a deux ans que la vie publique de M. Jeremy Thorpe était en sommeil. Certains disaient en sursis. Le scandale provoqué par les « révélations » de l'ancien mannequin Norman Scott sur la vie privée du leader libéral, celui-ci n'avait eu d'autre ressource que d'abandonner son poste de dirigeant. Mais le rebondissement spectaculaire de l'affaire bouleverse les cartes.

Un bilan de l'ouverture sociale

Les premiers résultats ont porté essentiellement sur les accords salariaux

Les négociations salariales qui ont été menées avant la période des congés ont permis de faire avancer quelques dossiers. En revanche, les problèmes de l'emploi, la révision des régimes d'aide au chômage et du système des allocations sont restés en suspens. Ces questions feront l'objet des préoccupations gouvernementales à l'automne, et le ministère du travail a déjà soumis au premier ministre un certain nombre de propositions concrètes.

Les polémiques à gauche

Nombreuses critiques contre M. Fabre

Les réactions à l'accord intervenu entre le président de la République et celui qui fut l'un des chefs de file de l'opposition sur le principe d'une mission d'étude du chômage éclaircit bien les ambiguïtés et les contraintes du paysage politique français.

L'inculpation de l'ancien leader libéral bouleverse le jeu politique britannique

L'ancien leader du parti libéral britannique, M. Jeremy Thorpe, a été inculpé vendredi soir à août à son arrivée à Lynton, dans sa circonscription du Nord-Devon, on a devant assister à une réunion politique.

L'Allemagne fédérale à l'heure de l'écologie

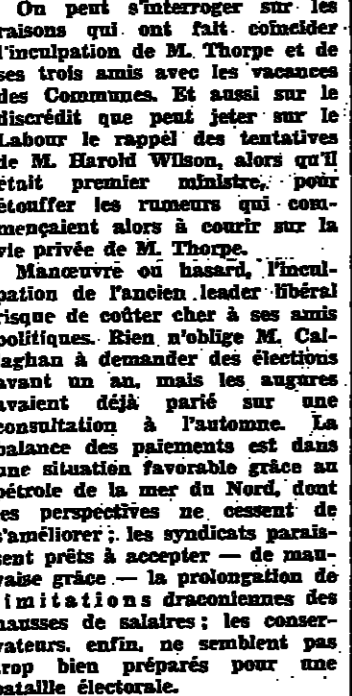
par MARC AMBROISE-RENDU

Il y a un an, à Creys-Matville, un millier de jeunes Allemands, écologistes et gauchistes mêlés, venaient participer à la manifestation contre le surrégénérateur Super Phénix.

AU JOUR LE JOUR

Si Dieu lui prête vie

Je ne sais si, comme s'écrie le parti communiste, les rapports actuels de Robert Fabre avec le président de la République expliquent la rupture de l'union de la gauche en septembre dernier, mais ce qui est certain, c'est que le rôle joué par Robert Fabre au cours de cette nuit historique fournit une excellente explication à la carrière dans laquelle il semble vouloir s'engager.



On peut s'interroger sur les raisons qui ont fait coïncider l'inculpation de M. Thorpe et de ses trois amis avec les vacances de Communies. Et aussi sur le crédit que peut jeter sur le Labour le rappel des tentatives de M. Harold Wilson, alors qu'il était premier ministre, pour évincer les rumeurs qui avaient été divulguées sur la vie privée de M. Thorpe.

Une interview du nouveau président colombien

M. TURBAY ANNONCE LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT « A TONALITÉ SOCIALE AUTHENTIQUÉMENT POPULAIRE ET NATIONALISTE »

M. Julio Cesar Turbay Ayala, élu le 4 juin président de la République de Colombie, sous les couleurs du parti libéral, doit prendre ses fonctions le lundi 7 août. Il succède à M. Alfonso Lopez Michelsen, également libéral.

La cathédrale de Cologne en danger

Pour la première fois, la classe politique allemande doit compter avec la contestation écologiste. Elle est surprise, inquiète et même choquée.

ABSTRACTION-CRÉATION

Les dés sont jetés

Abstraction-Création, le bien nommé : en 1971 pourtant, lorsque cette association à but non lucratif fut créée, son nom avait été un pis-aller. Mais l'exposition qui, le temps des vacances, a quitté son lieu d'origine (Münster) pour le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, réconcilie les deux termes jadis opposés pour ne plus évoquer qu'un authentique foyer de création.

LE MONDE diplomatique

DU MOIS D'AOUT EST PARU
Au sommaire : L'IRLANDE, NOUVELLE « HE AUX PROFITS »

LES COMMUNES DE PROCHAINEMENT AUX ÉLECTRIQUES UNIQUE

LE DOLLAR JOURS TRÈS FAIBLE A ZURICH

VEE ES!

ISON DOM?

JOURS DE TO H AIRE

Le Monde

idées

CULTURE

Transfiguration

par G. MATZNEFF

Cette semaine, le monde chrétien célèbre la Transfiguration. Certes, Pâques demeure « la fête des fêtes », mais la Transfiguration est, plus qu'aucune autre solennité du cycle liturgique, la fête qui nous aide à répondre à la question qui, pour un baptisé, est la seule qui importe : quel est le but de la vie en Christ ?

La Transfiguration préfigure le royaume de Dieu, où « les justes resplendiront comme le soleil » (Matthieu, 13, 43). En se transfigurant sur le mont Thabor, le Christ, pour la première fois, révèle sa nature divine à ses disciples. Jusqu'à ce jour, ceux qui suivaient Jésus pouvaient croire qu'il n'était qu'un prophète ou un sage. Depuis le Thabor, où par le rayonnement de la lumière incarnée, le splendide de Dieu s'est manifesté aux apôtres, nous savons que la christianisme n'est pas une doctrine parmi d'autres ; qu'il n'est pas une idéologie, mais une personne. Tel est le sens du mot fameux de Fedoroff : « Notre programme social ? C'est la Trinité. »

Lors de la vigile de la fête, l'Église chante : « Aujourd'hui, dans la divine Transfiguration, la nature mortelle tout entière brille d'un éclat divin et s'écrit avec joie : le Seigneur se transfigure, sauvant tous les hommes. » Le jour de la Transfiguration est celui de la gloire de la terre, dont on béni solennellement les fruits : en Grèce, par exemple, ce n'est qu'à partir du 6 août que l'on commence à manger le pain. Le jour de la Transfiguration est aussi celui de la gloire du corps humain. Le dualisme est étranger à la théologie chrétienne, et la lumière du mont Thabor nous enseigne que le corps a, autant que le cœur et l'âme, l'expérience des choses divines. C'est intégrément que nous sommes appelés à prendre part à la plénitude de la divinité.

SUR LE RETOUR AUX SOURCES

par LE THANH KHOI (*)

L'ACCENT qui a été mis récemment dans un grand nombre de pays d'Afrique et d'Asie, sur les notions de « retour aux sources », d'authenticité et d'identité culturelle, n'est pas exempt d'ambiguïté. Il s'oppose, certes, au courant dominant d'une certaine période où la force du modèle de développement occidental faisait penser à la majeure partie des « élites » que les valeurs traditionnelles étaient délaissées et incapables de rénover leurs sociétés et qu'il fallait par conséquent limiter et adopter la culture de l'Occident, afin de se libérer de sa domination : ce qui revenait en quelque sorte à revendiquer l'affirmation de sa propre négation !

Cependant, la réflexion sur ces notions semble encore légère et conduit parfois à de simples manifestations folkloriques comme de prendre ou reprendre des prénoms africains, de s'habiller ou de manger à la mode du pays. Inversement, de nombreuses déclarations officielles sur le rôle de la culture dans la cimentation de la personnalité nationale restent lettre morte dans les faits : alors que la langue est un élément essentiel de la culture, combien d'États africains ont-ils pris des mesures concrètes pour introduire l'usage des langues nationales dans l'enseignement, on ne dit même pas pour remplacer l'anglais ou le français ?

L'identité culturelle ne se réveille qu'une idéologie commune pour briller sur les scènes internationales, obtenir de l'aide extérieure.

Valeurs du peuple et de l'« élite »

S'il s'agit d'abord d'une libération pour le peuple et par le peuple, est-ce à dire que les valeurs du peuple priment celles de l'« élite » ? Dans de nombreux pays du tiers-monde l'« élite » est plus ou moins déracinée. Durant l'époque coloniale, l'une des fonctions de l'école avait été de valoriser la culture de la métropole, présentée comme idéale ou unique, et de déprécier ou même nier les cultures locales. Cette idéologie continue de régir

exalter le nationalisme ou l'appartenance « continentale », tout en masquant les contradictions internes, d'ordre social, régional et ethnique ? Si le « retour aux sources » paraît une étape nécessaire dans la construction de la nation parce que ces ou ses cultures ont été niées ou dévalorisées dans la période coloniale, il faut constater que de nombreux gouvernements n'y cherchent qu'une justification de leur autoritarisme.

Le développement est une libération : libération de la faim et de l'ignorance, libération de l'exploitation et de la domination, libération des capacités créatrices. Cette libération est donc d'abord celle du peuple : on ne peut parler de création culturelle lorsqu'il vit dans l'oppression et la misère.

La lutte de libération est elle-même, comme l'a écrit Amílcar Cabral, un « acte de culture ». Car c'est le processus par lequel un peuple reconquiert sa dignité et affirme son identité et son union face à l'impérialisme, et en même temps un « facteur de culture », car « la dynamique de la lutte exige la pratique de la démocratie, la critique et de l'autocritique, la participation croissante des populations à la gestion de leur vie, l'alphabétisation, la création d'écoles et de services sanitaires, la formation de cadres issus des milieux paysans et ouvriers, et bien d'autres réalisations. »

nombre de dirigeants et de cadres, ce qui montre combien les influences culturelles peuvent être plus durables que la domination politique. Les effets d'une telle indignité ont débordé le domaine proprement culturel. Ils se manifestent certes par la transposition mécanique du système scolaire anglais, français ou autre, sous le prétexte de « pas d'enseignement au rabais », ou, à un niveau plus élaboré, de la nécessité de « métri-

sage culturel ». Mais ils se traduisent aussi, dans la sphère économique, par l'imitation des modèles de production et de consommation.

Modèle de l'industrialisation, conçue comme devant entraîner la croissance des autres branches d'activité et à absorber progressivement toute la force de travail ; mais, lorsque la croissance a lieu, elle ne s'est étendue ni à toute l'économie, ni à toutes les régions ; et, ne s'accompagnant pas d'une augmentation parallèle de l'emploi, elle a entraîné un fossé croissant entre les classes privilégiées et la masse de la population.

Modèle de l'urbanisation, considérée comme un symbole de la « modernité », aux dépens des campagnes, image de l'« arrération », qui n'a fait qu'accroître l'exode rural tout en suscitant des charges excessives d'infrastructure et de services.

Le peuple peut se tromper

Les pauvres, c'est-à-dire les masses populaires, sont aussi plus proches des traditions. Voilà pourquoi l'une des règles du retour aux sources doit consister à interroger le peuple, à étudier auprès du peuple. C'est une erreur profonde souvent commise que d'assimiler l'alphabétisation et la culture. Une personne alphabétisée peut être mille fois plus cultivée, parce qu'il est enrâclé dans la vie et le travail de son terroir, qu'un intellectuel des villes dont l'esprit et les aspirations sont tournés vers l'étranger. La véritable « marginalité » n'est pas alors le paysan, mais bien l'intellectuel.

Si le peuple est source et depositaire de culture, cela ne signifie pas qu'il détient toujours la vérité. Le peuple peut se tromper lui aussi, par suite de longs siècles d'oppression, d'ignorance et de superstitions, aujourd'hui de la manipulation des médias par les mass.

(*) Professeur à l'U.E.R.S. de sciences de l'éducation, Université de Paris-V.

Modèle de consommation enfin, propagé aussi bien par les mass média et l'école elle-même, que par les flux de marchandises offertes à la convoitise des foules. Les conséquences de cette voie de croisement : dépenses ostentatoires, voyages à l'étranger, importation de biens de consommation durables et non durables, exigent des capitaux et des cerveaux, qui grevent la balance des paiements et freinent la production nationale, montrent combien l'aliénation culturelle affecte le développement économique et social.

Au contraire, les pauvres consomment des biens généralement produits sur place (alimentation, habillement, logement), avec des techniques simples, à forte intensité de travail, ne demandant pas de devises étrangères. On peut dire, sans paradoxe, que la pauvreté exerce une influence favorable sur la production et l'emploi nationaux, même si l'effet multiplicateur de ces activités est limité.

viennent. Cela ne signifie pas se fermer à l'étranger ; au contraire, il faut étudier ses expériences et en tirer des enseignements appropriés au contexte national.

L'exemple de la santé au Vietnam est particulièrement frappant à cet égard. L'un des principes de la politique dans ce domaine est l'alliance de la médecine traditionnelle et de la science moderne. Il s'intègre lui-même dans une conception globale qui fait de la médecine un instrument au service du peuple, d'où découlent une organisation de masse et la priorité de la prévention. Une conception « libérale » aurait abouti, comme dans tant de pays du tiers-monde, à la concentration de quelques hôpitaux modernes et de la plupart des médecins dans les grandes villes et à la quasi absence pour ceux qui peuvent les payer. Au contraire, la « ligne de masse » implique que l'accent soit mis d'abord sur l'hygiène générale et la prophylaxie, ce qui nécessite un patient travail d'éducation, d'explication et de persuasion, du fait de l'ignorance et des superstitions paysannes (la malaria est attribuée à des causes surnaturelles), le but final étant de rendre les populations responsables elles-mêmes de leur santé.

L'exemple vietnamien montre comment peut être conçue la notion d'identité culturelle « en relation avec le développement national. Elle ne consiste pas en un repliement sur le passé et la sauvegarde d'un « être » fixiste. Il s'agit d'être le « héritier » traditionnel d'un point de vue critique et de le combiner avec les apports internationaux eux-mêmes adaptés au contexte national ; la finalité générale étant le service du peuple et non d'une minorité. C'est en appliquant la double critique de la scientificité et de la démocratie qu'on évitera la mythification du passé et la mystification du présent et qu'on fera le tri entre les aspects progressistes et les aspects rétrogrades qui comporte toute culture.

(1) Cf. LE THANH KHOI, *Socialisme et développement au Vietnam*, Paris, Presses universitaires de France, 1978.

FEUILLETON 24

ADIEU CALIFORNIE

par Alistair MacLean

Le sergent de police démissionnaire Ryder, et son fils Jeff rendent compte au major Dana, du F.B.I. de leur perquisition chez le juge Lewinter ; les documents (adresses, numéros de téléphone) et un pistolet automatique mané d'un silence. Ils sont convaincus de la culpabilité du juge dans le vol de certaines données avec prise d'otages qui a eu lieu à San-Raffina.

Mais pendant ce temps la Californie est secouée par un petit tremblement de terre, et un État-major de crise est réuni au département de géologie de l'Institut californien de technologie.

POUR une fois, Alec Benson ne souriait pas. Il considérait patiemment la demi-douzaine de chercheurs qui se trouvaient dans la pièce et qui constituaient le noyau d'une équipe remarquablement compétente. Il étudiait leurs expressions, qui n'étaient ni soucieuses ni hostiles ; ils attendaient manifestement que lui, Benson, leur indiquât ce qu'il fallait faire. Il soupira.

« Personne n'admire davantage que moi George Washington et sa courageuse franchise, mais... non, nous ne devons pas leur dire la vérité. C'est un piège mensonge, qui ne restera même pas sur ma conscience. Que gagnerions-nous à dire la vérité, si ce n'est éprouver un peu plus nos concitoyens de Californie de leur faire perdre la tête encore davantage ? Si quelque chose de pire doit arriver, eh bien ! cela arrivera, et nous ne pouvons rien y faire. Du reste, nous n'avons aucune preuve que ce soit le prétexte d'un séisme plus important. — Aucun avertissement, à aucun conseil, rien ? demanda Hardwick d'un air dubitatif. — A quoi cela servirait-il ?

« Mais... il ne s'est jamais produit de tremblement de terre dans cette région... enfin pas depuis que ces phénomènes sont enregistrés. — Peu importe. Même s'il se produisait à cet endroit-là un séisme plus grave, les conséquences en seraient minimes. La destruction des terrains et les pertes en vies humaines seraient insignifiantes, car la densité de la population y est très faible. — Les choses étant ce qu'elles sont, reprit Benson, je pense qu'il ne faut pas révéler le chat qui dort. — Hardwick acquiesça ; avec réticence, mais il acquiesça.

« Alors, nous allons dire que c'est un coup de cette malheureuse faille du Loup blanc, qui n'a jamais fait grand mal ? — C'est possible, dit Hardwick. — Mais ce n'est pas la seule possibilité. — C'est possible, dit Benson. — Mais ce n'est pas la seule possibilité. — C'est possible, dit Hardwick. — Mais ce n'est pas la seule possibilité. »

— Oui. Réfléchissons un communi- calmé et rassurant pour les médias. Rappelons brièvement notre programme R.S.P.P. ; disons-leur que nous sommes contents sous quelque réserve, de constater que les choses semblent se dérouler conformément à nos plans et que l'intensité de cette secousse correspond assez bien à notre évaluation du glissement de la faille.

— Directement aux stations de télévision et de radio ? — Non. Au service télégraphique. Rien ne doit donner l'impression que nous attachons trop d'importance à nos... découvertes. — Dans le grand réfectoire d'Adlerheim, Morro se montrait tout aussi réconfortant à l'égard des otages angoissés qui s'étaient rassemblés. Je puis vous assurer, mesdames et messieurs, qu'il n'y a aucune raison de s'alarmer. J'admets que c'était une vilaine secousse, la pire que nous ayons eue depuis que nous sommes ici, mais même une secousse mille fois plus forte ne nous ferait aucun mal.

« Ignorez quelles sont vos intentions, mesdames et messieurs, reprit-il en souriant, mal : je n'ai aucune intention de laisser ce léger incident troubler mon sommeil. Aussi vous souhaiterais-je maintenant une excellente nuit. »

Quand Morro pénétra dans son bureau, le sourire avait complètement disparu de ses lèvres. Abraham Dubois était assis derrière la table de Morro, téléphone dans une main, crayon dans l'autre, penché sur une carte à grande échelle de la Californie.

« Eh bien ? demanda Morro. — Ce n'est pas bien, dit Dubois en repoussant le combiné et en pointant dédaigneusement son crayon sur la carte. Ici. Exactement ici. »

Il prit une règle et s'en servit pour mesurer le kilométrage. « Pour être précis, l'épicentre se trouve exactement à 18 kilomètres et demi de Adlerheim ». Ce n'est pas si bon, monsieur Morro.

« Ça n'est pas si bon, dit Morro en se laissant tomber dans un fauteuil. Ne trouvez-vous pas comique, Abraham, que nous ayons choisi, dans tout l'État de Californie, un endroit aussi faiblement bâti qu'un tremblement de terre ait lieu à deux pas de notre porte de derrière, pour ainsi dire ? — En effet. Ce peut être un mauvais présage. J'aimerais m'être trompé en procédant à ma triangulation, mais tel n'est pas le cas. J'ai vérifié et revérifié. Enfin, ajouta Dubois en

souriant, du moins n'avons-nous pas choisi un endroit volcan qui s'avère n'être pas tellement éteint que cela. Cela aurait pu arriver... Du reste, c'est quelle solution de rechange disposons-nous ? D'aucune. Nous n'avons pas le choix ; nous n'avons pas le temps. Notre base d'opérations est ici. Notre repaire le plus sûr est ici. Notre arsenal est ici. Notre détendeur de radio à fréquences multiples est ici, et c'est le seul que nous ayons. Tout nos œufs sont dans le même panier. — Eh bien, sur ces bonnes paroles, je vais aller dormir. Mais je ne pense pas que je me réveillerai avec en tête un homme plein d'affaires de la votre, dit Morro en se levant.

Dubois ne dormit pas bien, pour l'excellente raison qu'il n'allait pas se coucher. Morro, lui, dormit, mais seulement pendant environ une heure ; si se réveilla lorsque Dubois alluma la lumière de sa chambre et le seconda par l'épave Tossanini. « Excusez-moi, dit-il d'un air beaucoup plus joyeux qu'il ne paraissait une heure plus tôt, mais j'ai enregistré sur cassette vidéo le bulletin d'informations de la télévision, et je crois que vous devriez le voir le plus vite possible. »

Après du tremblement de terre ? — C'est bon ou mauvais ? — On ne peut pas dire, ce soit mauvais ; je crois même que cela pourrait bien se retourner en votre faveur. »

La projection de la copie vidéo du bulletin d'informations ne dura pas plus de cinq minutes. L'annonceur, un jeune homme plein d'affaires, était remarquablement en forme pour un garçon qui venait peut-être de se lever à 3 heures du matin. Une grande carte étalée de la Californie pendait derrière lui ; de temps en temps, il se retournait et promenait sur cette carte une mine bagouette, avec la dextérité d'un jeune Tossanini.

Il commença par donner quelques détails concis sur ce qu'on appelait déjà « le » tremblement de terre, sur la région dans laquelle il avait été enregistré. Le degré d'agressivité éprouvé par les habitants des diverses zones et la quantité de dégâts qu'il avait causés, laquelle s'élevait à zéro. Puis il continuait de la façon suivante :

« D'après les déclarations les plus autorisées, il faut considérer ce séisme comme un bien et non comme un mal, donc comme un événement dont il faut se féliciter, et non pas comme l'annonce d'une calamité future. Selon des sources sismologiques extrêmement sérieuses, il se pourrait bien

qu'on ait affaire au premier tremblement de terre provoqué sciemment et délibérément par l'homme. »

Si cette information est juste, il s'agit donc d'une date mémorable dans l'histoire du contrôle des séismes ; la première expérience réussie de l'É.S.P.P., ce qui, pour les Californiens, ne saurait être qu'une excellente nouvelle. Je me permis de vous rappeler la signification de ces initiales : elles veulent dire Programme de prévention du glissement sismique, ce qui, soit dit en passant, est probablement l'un des noms les plus maladroits et les plus trompeurs qu'aient inventés les hommes de science au cours des dernières années. Par « glissement », on désigne les séismes qui se produisent par frottement, susceptible de produire un séisme, selon lequel une des huit ou dix plaques tectoniques (leur nombre n'a jamais été fixé) se déplacent les unes par rapport aux autres, l'une d'elles passant alors sur une autre, soit au-dessus, soit à côté d'une autre. Si l'on dit que le nom de ce programme était trompeur, c'est parce qu'il donne l'impression qu'on pourrait maîtriser les tremblements de terre en empêchant ces glissements d'avoir lieu ; or il s'agit exactement du contraire, c'est-à-dire de maîtriser les séismes en les laissant se produire.

C'est par l'effet d'un pur hasard qu'on a découvert cette possibilité ; qu'on apparaît maintenant comme une forte probabilité — de modifier les tremblements de terre en contrôlant leur fréquence. Pour des raisons qui le regardent, quelqu'un a injecté une grande quantité d'eau dans un puits profond situé près de Denver, et il a découvert à sa grande surprise, que cela provoquait une série de tremblements de terre : séismes minuscules, mais séismes indéniables. Depuis lors, on a procédé à nombre d'expériences, en laboratoire que sur terrain, expériences qui ont démontré que la résistance au glissement dans une faille était diminuée quand on faisait décrire la contrainte le long de cette faille.

Autrement dit, lorsque l'on augmente la quantité de liquide dans la faille, on diminue la résistance qui s'y manifeste, alors que, lorsque l'on extrait du liquide de la faille, on accroît la résistance ; si une tension se manifeste entre les faces de deux plaques tectoniques, on peut l'atténuer en injectant du liquide et on provoque de petits séismes dont l'intensité peut assez facilement être mo-

dulée en contrôlant la quantité de liquide injectée. — On pourra peut-être porter une fois pour toutes au crédit des sismologues de notre État le fait d'avoir été les premiers à mettre en pratique ces théories. De là à la poursuite de ces travaux, qui paraissent prendre grand plaisir à sa propre démonstration, en indiquant du bout de sa baguette une ligne allant de la frontière mexicaine par l'est de San-Francisco — on a pratiqué, au moyen de trépans massifs conçus spécialement pour cela, des trous d'une incroyable profondeur allant jusqu'à 12 000 mètres, dans dix régions choisies le long d'un axe approximatif sud-nord-ouest. — Donc dix perforations au total, continua le présentateur en désignant au fur et à mesure, à partir du sud, Les chercheurs ont procédé dans ces cas avec des précautions qui faisaient appel à divers médiums d'eau et de pétrole : en fait, ce n'étaient pas de véritables mélanges, mais des mélanges à base d'eau et de pétrole. On commença par injecter du pétrole, puis une matière qu'on appelait de la boue, le tout forcé sous terre, par des fentes dans les rochers, au moyen d'eau sous haute pression. — L'interrompt-il, fixe la caméra pendant cinq secondes de suspense dramatique, se retourna, plaça le bout de sa baguette sur un point de la carte situé à l'extrême sud de la vallée de San-Joaquin, puis, laissant sa baguette dans la même position, il fit de nouveau face à la caméra pour dire :

« Il semble que l'on ait injecté du pétrole à cet endroit-ci, à 1 h 25 ce matin, à 30 ou 40 kilomètres au sud-est de Bakerville ; c'est le lieu exact d'un séisme violent qui s'est produit viol un quart de siècle ; c'est aussi le lieu exact de la sixième perforation. À partir du sud, pratiquée par nos sismologues, mesdames et messieurs, je vais maintenant vous révéler le nom du séisme et de la tragédie : la faille du Loup blanc ! »

Il arbora un sourire enfantin pour conclure ses observations. — Maintenant, mes amis, vous en savez autant que moi sur cette question ; pas grand-chose, j'en ai peur, mais ne craignez rien ; je suis bien persuadé que les véritables experts en sismologie vont vous renseigner mieux que moi ces prochains jours. »

(A suivre.)

© Copyright Librairie Arthème Fayard et le Monde. Traduit de l'anglais par Paul Alexandrite.

Jeudi 6 août 1978

L'INCULPATION DE M. JEREMY THORPE EN GRANDE-BRETAGNE

Le jeu politique britannique bouleversé

De notre correspondant

Londres. — L'ancien chef du Parti libéral britannique, M. Jeremy Thorpe, a été formellement inculpé le vendredi 4 août, avec trois autres hommes de confiance de son parti...

visage impassible de cet homme de quarante-neuf ans qui pénétrait vendredi, entre deux policiers, au commissariat de police de Minehead, dans le Somerset, où se trouve son cottage.

(Métrim.)

Un Buster Keaton drôle...

Portrait

Fils et petit-fils de parlementaires conservateurs, M. Jeremy Thorpe a pu être dit disposé de tous les atouts d'une brillante carrière politique.

En 1959, il est élu député libéral de la circonscription de North Devon, qu'il représente sans interruption jusqu'à aujourd'hui.

M. Edward Heath, offre un portefeuille au leader libéral, mais, après de longues hésitations, celui-ci refuse d'accepter son parti aux côtés des conservateurs.

Le tournant

Deux ans plus tard, son destin politique paraît scellé : en janvier 1976, un rapport de déséquilibre du commerce révèle les graves négligences qui ont amené une banque de Londres — la London and County bank — au bord de la faillite.

Les amis de M. Thorpe — ils sont encore nombreux — sont attirés : toute cette boue jetée par l'entremise de personnages pour le moins douteux...

NICOLE BERNHEIM.

ROUMANIE

M. Ceausescu propose une nouvelle conférence des partis communistes européens

De notre correspondant

Vienne. — M. Ceausescu vient de lancer une proposition inattendue : parler le jeudi 3 août devant les cadres du parti à Bucarest, le secrétaire général du P.C. roumain s'est déclaré partisan de l'organisation, « sur une base de totale égalité », d'une nouvelle conférence des partis communistes ouvriers européens.

Cette suggestion retient d'autant l'attention qu'elle est faite après les rencontres que le dirigeant roumain a eues avec une série de personnalités communistes occidentales (M.M. Longo, Marchais et Carrillo notamment) et alors qu'il s'apprête à s'entretenir avec M. Brejnev et Crimée et avec Hsu Kuo-feng à Bucarest.

L'idée de M. Ceausescu est-elle due à une initiative personnelle dont il n'avait pas informé ses rivaux ? Ou s'agit-il d'une action concertée avec eux ? Dans cette dernière hypothèse, quel intérêt les partis dits euro-communistes et ceux qui comme le P.C. roumain, sont attachés à leur indépendance, pourraient-ils avoir à un nouvel échange de vues au sommet...

désagrégation du monde communiste. A la différence d'autres dirigeants de l'Est, M. Ceausescu s'est abstenu dans son examen de la situation mondiale de noircir le tableau. Il a évité de parler d'un retour à la « guerre froide », voire à la « guerre fraîche ». Il n'en a pas moins souligné qu'on assistait à « une intensification des tendances à la répartition en zones d'influence », accompagnée de la part de certains Etats d'une tendance au recours à la force et aux pressions pour étendre leur domination...

Les relations entre les partis occidentaux et les P.C. au pouvoir en Europe méritent, elles aussi, examen. De l'avis de M. Ceausescu, avec une franchise surprenante, le dirigeant roumain a reconnu qu'il existait dans les pays socialistes « une série de phénomènes négatifs » dans le développement socio-économique de « carences », en particulier dans le domaine de la consommation...

MANUEL LUCBERT.

RECTIFICATIF : dans l'article de M. Delarue sur les souvenirs de M. Massigli (Le Monde du 5 août), nous aurions dû imprimer : « chaque fait avancé s'appuie sur une référence » et non « sur une référence ».

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les dirigeants chrétiens-démocrates souhaitent le départ de M. Filbinger

De notre correspondant

Bonn. — L'affaire Filbinger, approche de son dénouement. Le lundi 7 août, en effet, le groupe parlementaire chrétien-démocrate du Badje-Wurtemberg doit se réunir à Stuttgart pour examiner le cas du ministre président, dont la situation est chaque jour plus difficile.

Avait cependant demandé lui-même une commutation et une peine de huit ans de prison. En fin de compte, le marin mourut huit mois plus tard, dans un camp de travail.

NORVÈGE

Des navires soviétiques ont violé à plusieurs reprises les eaux territoriales

De notre correspondant

Oslø. — Six violations des eaux territoriales norvégiennes par des navires soviétiques ont eu lieu ces derniers jours. Le premier fut signalé à l'extrême nord du pays, non loin du secteur où a eu lieu, fin juillet, un grand exercice naval de l'OTAN.

Le ministre de la défense, M. Rolf Hansen, a déclaré : « On peut se demander si ces violations de nos eaux territoriales font partie d'une provocation préméditée. »

STEINAR MOE.

L'avenir du « pacte Lib-Lab »

Loin d'être enterré, le scandale rejallit à l'automne dernier, quand un pilote de ligne, M. Andrew Newton, assura avoir reçu 5 000 livres sterling de M. Peter Bessal pour...

EN 1963 LE SCANDALE PROFUMO

M. JOHN PROFUMO, ministre de la guerre, démissionne en juin 1963. Son nom a été associé à celui d'une call-girl, Mme Christine Keeler, qui avait des relations avec des diplomates soviétiques.

Espagne

DEUX PERSONNES ont été arrêtées vendredi 4 août à Pamplona lors des heurts qui ont opposé policiers et manifestants favorables à l'organisation séparatiste basque ETA. — (A.F.P.)

Etats-Unis

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS a décidé, vendredi 4 août, de réduire de 12,6 millions de dollars les fonds pour la vente à crédit d'équipement militaire aux pays étrangers. Elle a toutefois spécifié que trois postes budgétaires (11 millions de dollars pour Israël, 2,5 millions de dollars pour le Liban et 8,5 millions de dollars pour la Jordanie) ne devraient pas être touchés par cette réduction. — (A.F.P.)

forces américaines stationnées dans ce pays. Ce renforcement parti résolu à sa lettre jusqu'au bout, en affrontant un vote de confiance devant son groupe parlementaire. Même s'il gagnait cette bataille, une crise grave n'en serait pas moins ouverte, les autres dirigeants chrétiens-démocrates du Bade-Wurtemberg étant, semble-t-il, résolus à abandonner eux-mêmes leurs fonctions si M. Filbinger ne se retirait pas. — J. W.

Ghana

LE CONSEIL MILITAIRE SUPRÊME DU GHANA a libéré treize personnes qui se trouvaient en détention préventive. Parmi elles figurent le colonel George Minyia, ancien commissaire à l'Industrie, et M. Attoh Quarshie, importante personnalité politique, arrêtés en 1977 et accusés d'avoir tenté de renverser le gouvernement du général Acheampong. Depuis la venue au pouvoir du nouveau gouvernement militaire du lieutenant général Akuffo, après l'éviction du général Acheampong le 5 juillet dernier, plusieurs détenus ont été libérés. Les premiers à recouvrer la liberté ont été des dirigeants de l'opposition qui, à l'occasion du référendum du 30 mars dernier, ont fait campagne contre la mise en place d'une administration apolitique composée de civils et d'officiers. — (Reuters.)

Haïti

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DES ORGANISATIONS DES ETATS AMERICAINS (O.E.A.) se rendra en Haïti, du 18 au 23 août, en réponse à une invitation du président Jean-Claude Duvalier, désireux de voir « évaluer les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme ». A l'annonce de l'arrivée de Port-au-Prince de Washington. — (A.F.P.)

Nicaragua

L'ARCHEVÊQUE MIGUEL OBANDO Y BRAVO, primat de l'Eglise catholique nicaraguayenne, a demandé jeudi 3 août dans une déclaration publiée à Managua, la démission du chef de l'Etat, le général Anastasio Somoza, et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le prélat souligne que la formation d'un tel gouvernement éviterait « un vide du pouvoir et l'anarchie dans le pays ». Cette déclaration de l'archevêque est un document distinct de celui

qu'il a signé avec cinq évêques et qui demandait au gouvernement de « restaurer une justice indépendante » qui permette la « défense du citoyen ». (Le Monde du 4 août). — (A.F.P.)

Pakistan

LE DÉPARTEMENT D'ETAT a démenti, vendredi 4 août, que l'administration Carter ait suspendu l'aide économique au Pakistan pour l'année fiscale 1978-1979, à la suite du refus du gouvernement d'islamabadi de renoncer à l'achat d'une usine de retraitement nucléaire à la France (Le Monde du 5 août). Les Etats-Unis ont certes entrepris depuis septembre 1977 un réexamen des relations entre les deux pays dans le cadre de cette affaire, mais aucune sanction économique n'a été appliquée au Pakistan, indique-t-on à Washington. — (A.F.P.)

Union soviétique

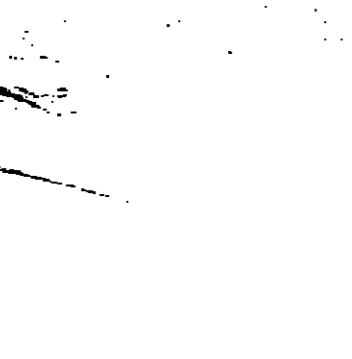
DEUX BAPTISTES SOVIÉTIQUES de Kirghizie ont été condamnés respectivement à

A TRAVERS LE MONDE

trois ans et un an de camp pour avoir enseigné le catholicisme à des enfants, annonce le quotidien Kirghizie soviétique parvenu vendredi 4 août à Moscou. Selon le quotidien, I. Gorpenko et A. Mook ont « grossièrement violé la loi soviétique sur les cultes » en donnant des leçons de catéchisme le dimanche à des enfants des villages kirghizes de Kamé et de Luxembourg. — (A.F.P.)

CEST A LA DEMANDE DES AUTORITÉS HELVÉTIQUES

que M. Mlagkov, haut fonctionnaire soviétique du Bureau international du travail à Genève, a dû quitter la Suisse (Le Monde du 5 août). Le 26 juillet M. Enchaquet, observateur permanent de la Suisse auprès des institutions de l'ONU à Genève, reçu à sa demande par le directeur par intérim du B.I.T., a exigé en application de la convention entre cet organisme et son gouvernement sur la sécurité de la Suisse, le licenciement de M. Mlagkov. M. Enchaquet n'a fourni aucune explication de ses exigences. M. Mlagkov a quitté la Suisse mercredi. — (A.F.P.)



PROCHE-ORIENT

LA NOUVELLE MISSION DE CONCILIATION DE M. VANCE

La diplomatie américaine pourrait parvenir à débloquer la négociation israélo-égyptienne estime Jérusalem

Le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, était attendu samedi 5 août à Jérusalem, pour des entretiens avec le premier ministre, M. Menahem Begin. Le secrétaire d'Etat se rendra ensuite lundi à Alexandrie, où il sera reçu par le président Sadate. M. Vance reviendra jeudi à Washington pour rendre compte au président Carter des résultats de sa mission d'étude sur les moyens de relancer le processus de négociation au Proche-Orient.

De notre correspondant

Jérusalem. — A quelques heures de l'arrivée en Israël du secrétaire américain Cyrus Vance, l'impression prévalait à Jérusalem que la diplomatie américaine pourrait parvenir à débloquer les négociations de paix israélo-égyptiennes. Les dernières déclarations du département d'Etat, qui a critiqué sévèrement le président Sadate pour son refus de reprendre les pourparlers sans préalable en se félicitant parallèlement de l'assouplissement de la position israélienne, ont été fort bien accueillies par le premier ministre, M. Menahem Begin.

La confirmation par M. Vance, à la veille de son départ, qu'il n'est pas porteur d'un « plan américain » — éventualité que les Israéliens redoutaient à contrecœur — a dégelé dans une certaine mesure l'atmosphère.

Plan d'autonomie administrative

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a réaffirmé vendredi soir, à la télévision israélienne, l'opposition absolue de son gouvernement à un retour aux frontières de juin 1967. Malgré le durcissement de la position du G.O.P., M. Dayan a tout de même déclaré que tout « compromis sur les territoires et la souveraineté », le chef de la diplomatie israélienne a affiché un optimisme inattendu. « Nous sommes plus proches de la paix que jamais », a-t-il dit une

fois de plus. « S'il est vrai que des divergences de vues sont encore très nombreuses avec l'Égypte, il est important qu'elles aient été mises au jour et étudiées fondamentalement au château de Leeds. » Le ministre des affaires étrangères se dit persuadé que la crise actuelle n'est que passagère et que les négociations israélo-égyptiennes vont reprendre tôt ou tard.

Quant au plan d'autonomie administrative de cinq ans pour la Judée-Samarie et la bande de Gaza, qui laisse toutes les options ouvertes, M. Dayan a affirmé avoir de bonnes raisons de croire qu'il représente l'espoir de nombreux habitants des territoires occupés. Son application, a-t-il dit, pourrait créer les conditions favorables à la coexistence future entre Israéliens et Palestiniens.

En attendant, il est question de coexistence avec l'Égypte. Celle-ci pourrait se concrétiser à El-Arich si Israël accepte de restituer la ville à une administration civile égyptienne.

Le gouvernement israélien a certes refusé le geste unilatéral demandé par le président Sadate, mais la majorité du cabinet Begin est favorable à la restitution de la capitale du Sinaï à l'Égypte au cas où le secrétaire d'Etat parviendrait à arracher au président Sadate une concession qui pourrait, par la même occasion, déboucher tout un processus de paix. (Interim.)

AMÉRIQUES

Colombie

« Mon gouvernement aura une tonalité sociale, populaire et nationaliste »

nous déclare le nouveau président, M. Turbay

Le nouveau président colombien, le libéral Julio César Turbay Ayala, élu le 4 juin dernier face à son adversaire conservateur, M. Belisario Betancur, devait prêter serment le lundi 7 août, à Bogota. M. Turbay succède à M. Lopez Michelsen, également membre du parti libéral. Nous publions à cette occasion une récente interview recueillie en Colombie par Vincent Beaufile.

« Pouvez-vous vous considérer comme démocrate ? »

« Une participation active du corps électoral n'est pas de tradition en Colombie ; le vote obligatoire n'y est pas de rigueur et les longues distances, ne favorisent guère le vote dans les campagnes. Mais surtout, en dehors de l'élection de l'actuel président, M. Lopez Michelsen, jamais le parti libéral n'a recueilli autant de suffrages que lors de mon élection : comment alors ne pas le considérer comme un parti de masse ? »

« Une récente enquête a mis en évidence que les Colombiens ne se font guère d'illusions sur leurs institutions. Selon ce sondage, ils ne sont que 12 % à accorder encore quelque crédit à la présidence de la République. Les autres, par conséquent, reconstruisent la confiance des citoyens. »

« Pour cela, je serai obligé de donner à mon gouvernement une tonalité sociale authentiquement populaire et nationaliste. J'en ai les moyens, car je ne dois mon

élection ni aux groupes de pression ni aux grands potentats. Je ne suis pas partie des classes « distinguées » de la société. Ma famille ne dispose pas d'armoiries. Or les armoiries n'aident pas à comprendre les aspirations de changement qu'a le peuple. Je n'hésiterai cependant pas à prendre des mesures impopulaires et j'appréhenderai comme un père qui choisit pour ses enfants non ce dont ils ont envie, mais ce dont ils ont besoin. »

« Dans un pays où votre parti dispose d'une confortable majorité, comment expliquez-vous que vous l'ayez emporté d'un souffle sur votre rival conservateur ? »

« Mon adversaire, M. Belisario Betancur, a profité d'une conjoncture favorable et a rassemblé sur sa personne toutes sortes de suffrages, compris des suffrages libéraux, partisans de l'ancien président Lleras Restrepo, qui s'est refusé à soutenir la candidature. Et puis il y a tous ceux qui, impressionnés par l'intense campagne de calomnie dont j'ai été l'objet, ont hésité à voter pour moi. Tout a été dit à mon sujet, que j'étais bête, que j'étais laid, que j'étais menteur, que j'étais un homme de mauvaise foi, que j'étais un homme de mauvaise foi, que j'étais un homme de mauvaise foi. Mais le peuple a balayé tous ces mensonges et, heureusement, j'ai été élu. »

« N'aurait-il pas été préférable pour l'image d'un futur président de la République de ne pas voir au candidat faire campagne, mais que le corps électoral, par autant de représentants de la classe émergente ? (1) ? »

« Tout d'abord, je ne suis pas d'accord sur ce terme. Pour moi,

la « classe émergente », c'est le peuple. Je ne connais personne qui n'ait rien à se reprocher. Comme les autres candidats, je suis entouré de gens que je ne contrôle pas : parmi eux, il y a des archanges et des démons. En plus, je ne suis pas chef du parti libéral. Je demande simplement que l'on attende la formation de mon gouvernement. Cela coupera court aux rumeurs. »

« Comment le peuple peut-il maintenir sa confiance à un parti, le votre, quand l'un de ses leaders, le Senoynio, est président de la chambre des représentants, vient de passer cinq mois en prison, sous l'inculpation de détournements de fonds, et fait maintenant savoir qu'il se présentera à la prochaine élection présidentielle, en 1982 ? »

« Personne ne peut préjuger la culpabilité d'un accusé avant son jugement. M. Senoynio semble vouloir attendre la fin de la procédure judiciaire pour faire sa rentrée politique. Et si l'on a parlé d'une candidature de M. Senoynio à la tête du parti libéral, c'est pour me compromettre ; les hommes politiques, comme les jolies femmes, provoquent la jalousie. Tout cela fait partie de la campagne la plus ignominieuse qu'aient connue ce pays. La presse internationale a eu beau jeu de faire écho à toutes ces rumeurs. Mais je vous le dis, la Colombie est grosse exportatrice de café et d'informations inexactes ! »

« Votre prédécesseur, M. Lopez Michelsen, avait choisi pour slogan politique qu'il fallait voter pour lui afin de combler le fossé. Mais le fossé entre riches et pauvres

ne s'est pas comblé. L'afflux de devises, conséquences de ses hauts cours monétaires du café, a même contribué à l'aggravation. Quelles mesures concrètes proposez-vous pour diminuer les inégalités ? »

« Je souhaite « décentraliser le développement ». La province, grâce à laquelle j'ai toujours été élu, a droit également à sa part de revenus. La création de petites et moyennes industries y sera favorisée. L'agro-industrie renforcée, les sources d'emplois multipliées. Tout cela ne pourra se réaliser que si l'administration se décentralise : une réforme qui videra, avec au besoin des aménagements constitutionnels.

« Tout au long de votre campagne, vous avez répété le slogan « Production, Sécurité, Emploi ». Comment parvenir à ces objectifs ? »

« Pour réduire le chômage, mieux vaut favoriser l'investissement qu'augmenter encore le nombre d'emplois publics qui ne sont pas des emplois « salma ». Aussi, des prêts bonifiés seront accordés à ceux qui veulent investir, et le régime des douanes sera abaissé pour les biens d'équipement nécessaires à la création d'industries. D'autre part, les entreprises grosses utilisatrices de main-d'œuvre bénéficieront probablement d'aménagements fiscaux. Pour combattre l'inflation, les mesures prises ne sont pas simplement répressives. Les forces de l'ordre peuvent avoir la détente facile, cela ne fera pas disparaître l'inflation des pays sans sans les villes où les salaires que faire et forment des groupes d'anticipation. Le service militaire, où l'on apprend le maniement des armes, et rien que cela, a également sa part de responsabilité. Mais comment ne pas voir surtout dans les très mauvaises conditions de vie urbaine l'explication, sinon la justification, de la délinquance ? »

« Envisagez-vous le levé de l'état de siège en vigueur pratiquement sans interruption depuis trente ans ? »

« Chez nous, l'état de siège ne signifie pas une suspension des garanties constitutionnelles. C'est un instrument pour accélérer la poursuite des délinquants. Je souhaite étudier un projet de loi qui permettrait de lever l'état de siège, dont la perpétuation porte un préjudice certain à l'image du pays à l'extérieur, tout en laissant aux forces de l'ordre une marge relative dans l'accomplissement de leur mission. »

« Les objectifs de votre diplomatie comprennent-ils un développement des échanges avec Cuba et l'ouverture de relations avec la Chine populaire ? »

« Il nous faut améliorer nos relations avec le monde socialiste car, pour notre commerce extérieur, ce sont de gros clients potentiels ; et cela concorde avec les objectifs pluralistes de notre diplomatie. Quant à la Chine, en dépit de l'importance des groupes de pression favorables à Taiwan, nous ne pouvons plus ignorer un pays de huit cent millions d'habitants. »

« Comment se situe la Colombie par rapport à la politique en faveur des droits humains du président Carter ? »

« Tout d'abord, il n'y a pas en Colombie de prisonniers politiques ni de censure de la presse. Les journaux ont écrit toutes sortes de choses à mon sujet, et je doute que le président Carter d'Etat ait été ainsi traité par les journaux français. La Colombie ne dispose pas des mêmes armes économiques que les Etats-Unis pour favoriser le respect des droits humains à l'étranger. La création d'une cour interaméricaine des droits humains (2) me séduit, car elle supprime le risque d'ingérence d'un pays, au nom des droits humains, dans les affaires intérieures d'un autre pays. »

« Propos recueillis par VINCENT BEAUFILE. »

(1) On appelle « classe émergente », en ce rapport, cette couche nouvellement enrichie par les hauts cours du café et les rentes de devises principalement qualifiées de « non officielles » (contrebande, trafic d'émigrants et de drogue). (2) La création d'une Cour interaméricaine des droits de l'homme est prévue par la convention américaine des droits de l'homme, adoptée en 1969, mais entrée en vigueur seulement le 12 juillet dernier, après que Grenade, dernière à ratifier, est un membre, l'eût ratifiée.

Bolivie

LES ETATS-UNIS ONT REÇU, le vendredi 4 août, le gouvernement militaire du président Juan Pereda. Astum porté au pouvoir par un coup d'Etat après l'annulation des élections présidentielles pour irrégularité. Le gouvernement Carter s'était déclaré préoccupé par les événements de Bolivie et la note remise à La Paz rappelle que le général Pereda s'est engagé à établir un système politique fondé sur la démocratie et la participation

AFRIQUE

Tunisie

DANS UNE LETTRE AU PRÉSIDENT BOURGUIBA M. Habib Achour a protesté une nouvelle fois de son innocence

De notre correspondant

Tunis. — « Démocratie », l'hebdomadaire du mouvement des démocrates socialistes, annonce, dans son numéro daté du 5 août, que le procès de l'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., M. Habib Achour, et de ses dix adjoints au comité exécutif de la centrale ouvrière, pourrait s'ouvrir le 10 août à Tunis.

Depuis près de deux mois, plusieurs dates ont déjà été avancées de diverses sources pour l'ouverture du procès des onze dirigeants syndicalistes emprisonnés dans les émeutes du 25 janvier et qui auront à répondre d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Celle du 10 août, annoncée aujourd'hui, n'a reçu aucune confirmation officielle.

D'autre part, « Démocratie » publie une lettre que, de sa cellule de la prison civile, M. Achour a adressée le 17 mai au président Bourguiba. Il y proteste contre le fait de n'avoir pu s'expliquer devant l'Assemblée nationale avant que celle-ci ne lève son immunité parlementaire. « La seule raison que je peux donner à la réunion de l'Assemblée nationale en mon absence est la peur des responsables d'entendre la réalité des événements qui est tout autre que la version que l'on présente à travers les déclarations officielles et la presse », écrit-il.

M. Achour déclare ensuite que tout au long de l'enquête, il a fait ressortir que « les vrais responsables à des émeutes du 25 janvier sont MM. Mohamed Sayah, directeur du parti socialiste destitué et plusieurs de ses adjoints, ainsi que M. Hannablia, ministre de l'Intérieur, et le directeur général des services de sécurité. — M. D. »

LE PROFESSEUR MONY BEN HAMDIA a été déchargé de sa demande de ses fonctions de ministre de la santé, qu'il occupait depuis le 26 décembre 1977, a annoncé vendredi 4 août un communiqué de la présidence de la République. Le texte précise

République Sud-Africaine

UN ACCROCHAGE s'est produit pour la première fois entre un groupe de guérilleros noirs et la police du Bophuthatswana, ancien bastion des « foyer tribaux », d'Afrique du Sud indépendant depuis décembre dernier, a-t-on annoncé vendredi 4 août, à Mmabatho, capitale du territoire. — (A.F.P.)

Maurice

LIBÉRATION ANTICIPÉE DE MEMBRES DU MOUVEMENT MILITAIRE

Port-Louis (A.F.P.). — Quarante des quinze députés et syndicalistes de l'opposition mauricienne, condamnés le 21 juillet à trois mois de prison pour avoir participé à une manifestation illégale, ont été remis en liberté, a-t-on appris vendredi 4 août. Ces quarante opposants appartenant au Mouvement militaire mauricien (M.M.M.), leur libération a été décidée par une commission de recours en grâce, saisie d'une demande de mise en liberté par M. Anserod Jugnauth, président du M.M.M. Un seul député reste emprisonné. Il s'agit de M. Amédée Dargatzis, qui purge une peine de trois mois de travaux forcés pour sédition.

M. Dargatzis a été condamné le 21 juillet pour avoir encouragé que les membres de la police secrète, le « State Special Service » (SSS) étalant des « exceptions qu'il fallait écarter ».]

Sénégal

M. Abdou Diouf renforce progressivement ses pouvoirs

De notre correspondant

Dakar. — M. Mpinga Kassenda, premier ministre de l'Etat (premier ministre) du Zaïre, a achevé, il y a quelques jours, une visite officielle au Sénégal, qu'il effectuait à l'invitation personnelle de son homologue sénégalais, M. Abdou Diouf. Celui-ci avait déjà reçu, en juin, son collègue tunisien, M. Hebi Nouris, et, en juillet, le premier ministre du Cameroun, M. Paul Biya.

Ces trois invitations, dans un laps de temps rapproché, témoignent du rôle grandissant de M. Abdou Diouf dans le domaine de la diplomatie.

Début juin, M. Diouf avait annoncé lui-même l'envoi d'un contingent sénégalais au Zaïre. Le renforcement des pouvoirs du premier ministre, continus ces dernières années, s'est accéléré dans tous les domaines depuis la formation du gouvernement qui a suivi les élections législatives et présidentielles de février. M. Diouf apparaît de plus en plus comme le successeur désigné du président.

D'autre part, selon de nombreux observateurs, le chef de l'Etat pourrait bien se retirer avant l'expiration de son mandat actuel, qui se termine en février 1983 — afin de faciliter l'installation de son dauphin. Aux termes d'un amendement de la Constitution adopté en avril 1976, le premier ministre succède, en effet, automatiquement au chef de l'Etat, et reste en place jusqu'à l'expiration du mandat en cours, en cas de disparition, de démission ou d'empêchement de ce dernier. Il n'est pas nécessaire,

dans cette hypothèse, de procéder à de nouvelles élections.

Or, à mesure que l'échéance approche, cette perspective rend l'opposition de plus en plus nerveuse. Si M. Diouf peut se présenter devant les électeurs après avoir eu le temps de faire ses preuves au pouvoir, les chances de ses adversaires seront moins grandes que si le scrutin devait être organisé à chaud, immédiatement après un retrait ou une disparition de M. Diouf.

Les dispositions successorales prévues par la Constitution sont donc, depuis quelque temps, la cible d'attaques diverses. Le parti démocratique sénégalais (P.D.S.), de M. Abdoulaye Wade, principale formation de l'opposition légale, vient même de déposer un projet de loi demandant l'abrogation pure et simple de ces dispositions. Le projet de P.D.S. a été repoussé, mais il redonne un état d'esprit.

PIERRE BIARNES.

ASIE

SELON UN HEBDOMADAIRE DE HONGKONG

Un ancien vice-président du Cambodge dirigerait la résistance contre M. Pol Pot

Hongkong (A.F.P.). — Selon l'hebdomadaire Far Eastern Economic Review, de Hongkong, l'armée cambodgienne a énormément souffert, devant l'armée vietnamienne, et la Chine pourrait se trouver appelée à décider si elle doit, ou non, s'engager dans la guerre. « Si les réserves militaires des cambodgiens continuent à être si faibles, il est évident qu'ils ne peuvent pas être engagés dans une guerre de type coréen (...), soit apparemment incapable de sauter son propre pays », souligne la revue.

L'hebdomadaire rapporte que des unités militaires cambodgiennes ont été retirées de la frontière thaïlandaise, afin de renforcer la position dans l'est du Cambodge, dans la région proche du Vietnam. Il écrit que « des voyageurs, qui se sont rendus récemment dans la région de frontière khmère-vietnamienne, ont été frappés par la présence de soldats cambodgiens, faits prisonniers ».

Il poursuit : « Les observateurs estiment que la situation dans l'est du Cambodge pourrait arriver à un stade où du matériel et des conseillers ne suffiront plus pour empêcher une désintégration de l'armée cambodgienne, éprouvée et très inférieure en effectifs. »

Far Eastern Economic Review écrit aussi qu'un ancien vice-président du Cambodge communiste, M. So Phim, dirige, désormais, une résistance, soutenue par les Vietnamiens, contre le gouvernement de M. Pol Pot. Citant des milieux vietnamiens, l'hebdomadaire rapporte qu'avant d'assumer la vice-présidence, M. So Phim avait fait le droit de M. Pol Pot en qualité de chef d'état-major adjoint de l'armée de libération cambodgienne et était alors connu sous le pseudonyme de So Vanna. « Il semble certain que l'issue des discussions secrètes engagées à ce sujet par M. So Sen, ministre cambodgien de la Défense, et le général Sary, vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères, constitueront un tournant pour la survie du régime Pol Pot », ajoute la revue.

LES ETATS-UNIS ET LES MEMBRES DE L'ASEAN VONT ACCROITRE LEUR COOPÉRATION ÉCONOMIQUE.

Washington (A.F.P.). — Au terme d'une conférence à Washington les Etats-Unis et l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) ont annoncé vendredi 4 août, une série de mesures de coopération économique et commerciale dans la région et le soutien des projets industriels de l'ASEAN par l'Eximbank, banque d'export-import américaine.

Recevant dans la matinée les ministres des affaires étrangères et de l'économie des cinq pays membres de l'association (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) qui ont participé à la conférence, le président Carter avait déjà annoncé que les Etats-Unis étaient prêts à s'engager dans « un processus de coopération à long terme » avec l'ASEAN. Cette coopération économique, estiment les observateurs, permettra d'exploiter les différences pouvant exister entre les Etats-Unis et leurs partenaires en ce qui concerne le respect des droits de l'homme.

LE COMMANDANT JALLOUD, chef du gouvernement libyen, arrive à Pékin vendredi 4 août, va sans doute parler avec ses hôtes chinois de l'établissement de relations diplomatiques avec Taiwan, mais aucun diplomate libyen ne reste actuellement à Taipei, affirme-t-on de même source. — (A.F.P., Reuter.)

QUELQUE DEUX MILLE VIETNAMIENS D'ORIGINE CHINOISE qui avaient franchi, mardi 1er août, la frontière avec la Chine, ont été refoulés, vendredi 4 août, à l'annonce de Radio-Hanoi. Le passage de la frontière, en principe fermé, par Pékin depuis le 12 juillet, avait donné lieu, mardi, à des incidents au cours desquels des coups de feu furent tirés de part et d'autre. — (A.F.P.)

UNE VISITE EN CHINE du ministre des affaires étrangères chilien doit avoir lieu en octobre prochain. La Chine et la Roumanie rappellent-elles à Santiago, sont les seuls pays socialistes à ne pas avoir rompu leurs relations diplomatiques avec le Chili, après le coup d'Etat militaire de septembre 1973. — (A.F.P.)

Advertisement for 'PLUS FUME' cigarettes, featuring a large image of a cigarette pack and the text 'PLUS FUME'.

politique

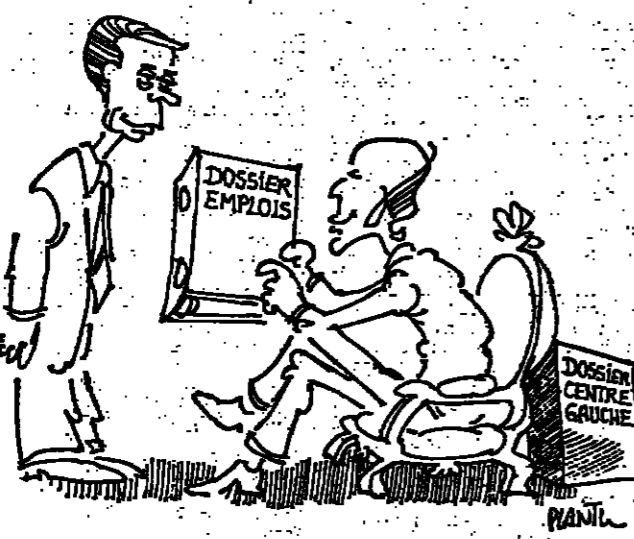
La mission proposée à M. Fabre par M. Giscard d'Estaing

< J'entends garder une totale liberté de réflexion >

sociale, Turbay

Après un entretien d'une heure avec M. Giscard d'Estaing...

Après un entretien d'une heure avec M. Giscard d'Estaing...



des « parlementaires en mission » et qu'elle lui était confiée à titre personnel...

« Je suis pétrifié et surpris que Robert Fabre, notre ancien président, accepte de se saisir de l'objet de la mission... »

« Je suis pétrifié et surpris que Robert Fabre, notre ancien président, accepte de se saisir de l'objet de la mission... »

« Je suis pétrifié et surpris que Robert Fabre, notre ancien président, accepte de se saisir de l'objet de la mission... »

Le P.S. reproche à M. Marchais d'« amplifier la campagne antisocialiste du P.C.F. »

Le parti socialiste a rendu public, vendredi après-midi, le texte suivant...

« Nous comprenons que dans les conditions il ait estimé inopportune une rencontre avec M. Mitterrand... »

« Nous comprenons que dans les conditions il ait estimé inopportune une rencontre avec M. Mitterrand... »

L'élargissement de la C.E.E.

M. Barre refuse de réunir le Parlement en session extraordinaire

Les services du premier ministre ont indiqué, vendredi 4 août, que M. Raymond Barre...

« Le premier ministre a indiqué que la négociation sera longue et que le rapport sera soumis au Parlement... »

Le M.A.R.S. (Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes) lance un appel aux trois leaders de l'opposition...

Le M.A.R.S. (Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes socialistes) lance un appel aux trois leaders de l'opposition...

LES RÉACTIONS

P.S. : tristesse

Le parti socialiste a publié la déclaration suivante : « Le P.S. apprend avec tristesse que Robert Fabre a accepté la mission... »

U.D.F. : la coexistence raisonnable

Dans un communiqué publié vendredi, l'U.D.F. se réjouit des progrès de la coexistence raisonnable...

M. LEROY (P.G.) : le révélateur de la politique de... M. Mitterrand

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C., écrit dans l'Humanité...

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Roger Mouret, au sujet des événements de Corse en mai 1958...

Le 24 mai 1958 à Ajaccio

Je n'ai jamais affirmé que mon comportement n'aurait été dicté uniquement par les instructions de M. Jules Moch...

Le tribunal administratif de Marseille

Le tribunal administratif de Marseille a examiné, vendredi 4 août, les élections municipales partielles de Briançon (Hautes-Alpes)...

NE PLUS FUMER! Sans contrainte, grâce aux nouvelles applications "anti-tabac" (à l'orofille).

Le 24 mai 1958 à Ajaccio (continued text)

Le tribunal administratif de Marseille (continued text)

Les femmes d'immigrés maghrébins en France
La solitude et le Coran

A l'occasion d'une réunion organisée à Paris mercredi 19 juillet... les femmes algériennes ont salué la naissance de la lutte de la femme arabe.

tauration d'un âge de majorité légale (dix-huit ans), pour le droit au travail des femmes célibataires ou mariées, pour des conditions de salaire égales à celles de l'homme et contre la dévalorisation du travail féminin...

ment victimes les groupes de jeunes, les couples non mariés, les jeunes femmes. La moitié de la population algérienne ne peut plus vivre dans l'irrespect, l'ignorance et la marginalité.

Cette conscience et cette volonté de se battre sont peu apparentes dans les conversations quotidiennes avec les femmes d'immigrés maghrébins...

Fatma ne sait pas son âge. Trente-cinq ans, trente-huit ans? Physiquement, elle est déjà sans âge. Elle est arrivée de Casablanca voilà quelque six ans...

Elles souhaitent repartir, mais c'est plus un désir qu'un projet véritable. Les Portugais économisent et repartent, les Algériens non.

Elle cite cet exemple le cas de Naïma, cette enfant âgée de quatre ans que sa famille...

En Rome, une petite commune près de Marseille, Fatma, dix-neuf ans, a voulu, le 28 juillet, prendre le parti de sa mère...

Elle ne se sent pas en France, elle ne se sent pas en Algérie. Elle ne se sent nulle part.

En termes religieux: « Ce me fait penser aux Indiens d'Amérique, ajoute Mme Chabbi. Ils essaient de préserver quelque chose de leur culture et on veut les assimiler, les gommer... »

« Dans le couple, au Maghreb, indique Mme Chabbi, le mari est le chef de famille, le responsable de l'intérieur. Et se désolent pas le pouvoir. Mais ici? L'avenir n'est... »

Zohra, Naïma, Latifa, Assia et beaucoup d'autres n'ont fait que suivre leurs maris, qui, souvent, les ont emmenées de force.

Malika, trente-deux ans, Algérienne arrivée en France en 1978, qui donne des cours d'arabe aux enfants d'immigrés, rend, elle aussi hommage à son mari: « L'ami de mes Algériens donnait des cours d'arabe aux enfants... »

« Dans le couple, au Maghreb, indique Mme Chabbi, le mari est le chef de famille, le responsable de l'intérieur. Et se désolent pas le pouvoir. Mais ici? L'avenir n'est... »

Plus que les femmes d'immigrés algériens, Mme Chabbi pense que les femmes maghrébines en France...

JUSTICE

Une forte tête

Pour les autorités judiciaires, Roger Knobelspiess est « une forte tête ». Incarcéré à Poissy, il a, voilà un an et demi environ, profité d'une permission de sortie pour s'installer à Evreux.

plus haute sécurité où il est... Roger Knobelspiess est en effet resté dans un quartier de sécurité renforcée à cause de la publication par le quotidien Libération d'un article où il parlait du centre de Chateaufort, mettant en cause son nouveau directeur.

S'ESTIMANT MENACÉ UN POLICIER TIRE UN MORT

Un gardien de la paix M. Gérard Jester a tué, vendredi matin 4 août, dans un atelier de l'usine Alsthom de Belfort, un homme âgé de trente-quatre ans, M. Albéric Grisey, par lequel il s'estimait menacé.

DÉTENTION PROLONGÉE POUR PATRICK ROUXEL

Le tribunal de première instance de Copenhague (Danemark), qui devait statuer, vendredi 3 août, sur la demande d'extradition du Français Patrick Rouxel (le Monde du 1er août), accusé d'un double meurtre et de viol commis en juillet 1977 à Bordeaux, a prolongé, pour la dix-septième fois consécutive, la détention préventive de celui-ci.

RELIGION

LE DÉBUT DU RAMADAN

Un devoir religieux, une tradition, une fête

Le jeûne du ramadan débute ce samedi 3 août, annonce un communiqué du recteur de la Mosquée de Paris. Le secteur de la Mosquée souhaite que ce jeûne soit un témoignage de foi et de ferveur et de salut pour la cause de toute l'humanité.

MEDECINE

UN NOUVEAU MAGAZINE SUR LA SANTE

Un nouveau magazine traitant de la santé vient de paraître. Intitulée En forme, cette publication présente notamment, dans son premier numéro, des articles sur la chirurgie esthétique, l'hygiène, le cancer, le soleil. Edité par les Editions du Bois de Boulogne, ce magazine est vendu 7,50 F.

VACANCES POUR LES JEUNES

Le « routard » se fait rare

« La descente du Nil en felouque, c'est pas un truc pour touristes, au moins? Dans les montagnes de Rhumaine, on peut visiter le château de Dracula? Sur la photo de mon passeport, j'ai une barbe. Depuis, je l'ai rasée. Est-ce grave? » On entend poser les questions les plus diverses au centre de préparation aux voyages de Nouvelles Frontières (N.F.).

HUMOUR

POUR LES JOURS DE PLUIE

« Toto! Qu'est-ce que dit le monsieur lorsqu'il reçoit la facture des Pompes funèbres après les obsèques de sa belle-douche? Réponse: — Il n'y a pas de bonheur parfait... »

MEDECINE

« En forme »

UN NOUVEAU MAGAZINE SUR LA SANTE

Un nouveau magazine traitant de la santé vient de paraître. Intitulée En forme, cette publication présente notamment, dans son premier numéro, des articles sur la chirurgie esthétique, l'hygiène, le cancer, le soleil. Edité par les Editions du Bois de Boulogne, ce magazine est vendu 7,50 F.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

150



Monde aujourd'hui

LES JEUNES se fait rare

SCENARIO

Pour une justice qui brise le cercle

« **N**OUS sommes venus fustiger du viol de femmes, et nous allons instruire son procès. Après lecture des faits et le sous-représenté, nous le déléguons à l'Etat. » Cette scène va se dérouler quelque part à Paris, dans quelques jours. Des femmes violentes ont, en effet, choisi de se rendre justice. A leurs yeux, il faut dépasser l'humiliation de la procédure judiciaire et la condamnation disproportionnée des accusés. Vingt ans de prison, c'est trop; vingt minutes de honte, c'est mieux.

Inédite, pacifique et directe

Rage, désespoir, impuissance, humiliation, souffrance, voilà le théâtre que les femmes violentes cherchent à résoudre par une forme inédite de justice. Inédite? Parce qu'elle est pacifique, directe. Mais vaine, parce que parodique, dérisoire face au violateur, si l'on retient le portrait-robot qu'elles en traquent. Le violateur: un homme qui déconecte quelques minutes de sa vie quotidienne pour assouvir une volonté de puissance; par le biais d'un comportement que seuls le biologiste, le psychologue, le chroniqueur mondain, peuvent débusquer, déchiffrer. Pour le reste, on sait que la violence, que la peur peut la faire renaitre encore et encore.

De ce court espace qui signifie un viol, l'homme ressort comme un résidu sans caractère. Incharmé, sans plus la pénétration, non. Il s'agit là d'un violateur impulsif ou accidentel, non du pervers calculateur. Le violateur peut émettre boire un café, raccompagner sa victime au métro le plus proche, tout bonnement, après lui avoir pointé un couteau sur la gorge l'heure précédente. Il peut, tout et n'importe quoi, sans essayer ses larmes.

Désespéré, le violateur a mal à la tête, il a résisté, la violence a mal à sa puissance, et ce mot marie bien toutes ses significations. Le violateur est sur l'autoroute, à la sortie des bals, de l'école, au bureau après les heu-

CURIOSITE

Il écrivait du doigt sur la terre

ELLE n'a que dix ans. Je me suis attaché à cette très jeune personne à cause de son extrême singularité. Elle ne fait rien et ne dit rien comme n'importe qui. C'est, du moins, ce qu'il me semble. Ainsi s'est-elle un faible pour les questions vagues, du genre: pourquoi existe-t-il quelque chose plutôt que rien?

« Sa marotte en ce moment, c'est le premier Tiers-monde. Bien que ça l'ait bien des gens qui ne les ont pas lus, elle veut écrire, à sa façon, les Évangiles. On sait que Jésus, dont la langue était l'araméen, lisait aussi l'hébreu. Mais il n'a jamais rien écrit. Sauf une fois, avec son doigt, par terre. Étant donc « tombée » sur le divin épisode (Saint Jean, VIII, 6, 7, 8) où l'on voit des pharisiens tendre, à propos d'adultères, un piège au Galiléen pour l'éprouver et avoir à l'accuser, ma jeune amie tient absolument à soumettre ce curieux passage à ma sagacité, comme, elle dit. Et d'abord elle veut me le lire: «... Jésus, qui s'était penché, écrivait du doigt sur la terre. Comme ils persistaient à le questionner, il se redressa et leur dit: que celui de vous qui est sans péché lui jette le premier pierre. Et penché de nouveau, il écrivait sur la terre... »

Ce n'est nullement l'argument de la femme adulte en soi qui l'étonne. A dix ans, ces histoires d'adultères sont bien trop liées à celles des adultes pour ne pas être plus étrangères à son univers mental que l'Inde ou la Chine. Non. Pour elle, la seule question est: mais qu'a-t-elle donc bien pu écrire pour qu'il n'ait pas voulu ensuite qu'on le lise? Et d'insister, très résolue, pour la savoir, persuadée que toute question comporte nécessairement une réponse.

Sans doute, si la Bible est le best-seller universel que l'on dit, bien des théologiens et des historiens ont-ils dû poser la question devant elle. Mais ne pouvant lui répondre, ni moi, ni moi-même, j'ai écrit de moi, quelques phrases, puis quelques experts. Et, au fil des réponses, l'énigme m'a paru grandir au point de devenir colossale, indépendamment de son caractère écrit.

On peut imaginer qu'il écrivait qu'il avait horreur des lots, même non écrits, me dit quelqu'un. Celui qui sait se taire, me dit un autre. Il avait peut-être, lui aussi, des secrets pour changer la vie, me proposait-on ailleurs. Les temps n'étaient sans doute pas venus. Peut-être, en effaçant ce qu'il avait écrit, a-t-il songé que l'unique chance de l'humanité était de ne rien comprendre? Peut-être, me dira-t-on encore, a-t-il voulu éviter de nous faire voir « l'éprouvante » dans une poignée de poussière? »

Il en est pour qui les plus belles pages de l'Évangile ne peuvent cacher le néant. C'était le cas de Stefan Zweig, fêché de ne connaître de Dieu que ses silences. Il en est d'autres pour qui c'est l'inverse: le néant ne pouvant effacer l'Évangile. Il m'a paru, dans tous les cas, que la question jetait quelque trouble dans la petite république des pensées de mes interlocuteurs, croyants ou non.

Il existe toujours deux vérités, me rappellerai-je, pour finir. Et peut-être que ce qu'il écrivait ce jour-là, sur la sable, était la seconde vérité: l'inédite, celle qui ne doit jamais être dite et qu'il la regretta aussitôt.

Rien que des hypothèses. Et guère, sans doute, orthodoxes. Faut-il donc que l'innocente question de ma si jeune amie, reste indéfiniment sans réponse?

PIERRE LEULLIETTE.

IDENTIFICATION

Mieux que les femmes, mieux que les hommes

« **O** u es-tu? — Dans la rue derrière. Un coup de chance, j'ai trouvé à ma guise. J'ai un type qui s'en allait quand je suis arrivé. Un gros, heureusement, parce que je tiens de la place. »

— Tu me déposes? — Non! Tu es à pied?

— M'en parle pas, je suis couronné en rodage. Moi, en dessous de ceint, je m'endors. — Si tu roules pas, ce va pas s'arranger. — Et puis, je calc.

— Oh c'est rien ça, c'est le début. Juste pas réussi à faire régler. Quand tu susses, comme... 100 000 kilomètres, ça sera sur le bitume. Je fais un tas de ces trucs, on peut me repérer au silence. Tiens, je t'ai pas raconté mon accident? Un idiot qui m'a raboté l'aile. Heureusement, il venait de la gauche. Remarque, ça me fait une aile seule. »

On nous comprit sans peine que ces deux interlocuteurs parlaient de leur voiture. Pourtant le mot n'est pas prononcé, pas une seule fois. Inutile. La voiture c'est là. Sur quatre roues. L'identification est totale. C'est nous

qui roulons, la son de la fin comme des chemins, sommes blessés à l'aile comme des ailes. « La publicité nous l'a dit bien que la voiture c'est nous. Mentez et dégrader comme une femme, c'est un et endurance comme un homme. Avec ça une fidélité à votre épreuve mieux que les femmes, mieux que les hommes. Mais nous nous coûtons de plus ce plus cher. On menace pour mentir. »

« L'homme des deux, et la conjoncture nous oblige à marcher à nouveau sur sa parole? »

L'identification est totale. C'est nous

qui roulons, la son de la fin comme des chemins, sommes blessés à l'aile comme des ailes. « La publicité nous l'a dit bien que la voiture c'est nous. Mentez et dégrader comme une femme, c'est un et endurance comme un homme. Avec ça une fidélité à votre épreuve mieux que les femmes, mieux que les hommes. Mais nous nous coûtons de plus ce plus cher. On menace pour mentir. »

« L'homme des deux, et la conjoncture nous oblige à marcher à nouveau sur sa parole? »

L'identification est totale. C'est nous

qui roulons, la son de la fin comme des chemins, sommes blessés à l'aile comme des ailes. « La publicité nous l'a dit bien que la voiture c'est nous. Mentez et dégrader comme une femme, c'est un et endurance comme un homme. Avec ça une fidélité à votre épreuve mieux que les femmes, mieux que les hommes. Mais nous nous coûtons de plus ce plus cher. On menace pour mentir. »

L'identification est totale. C'est nous

GEORGETTE

Sur les traces de Mireille...

A U pied du bloc rectangulaire de béton, deux gosses jouent au ballon. Ils préviennent: frappez fort, sinon on ne vous entendra pas. La voix de Mireille Mathieu vous saisit en bas de l'escalier A et monte allégrement avec vous jusqu'au troisième étage. C'est là que Georgette d'ouvre qu'au sixième coup martelé d'un poing énergique. Elle s'excuse si elle écoute Mireille, dit-elle, ce n'est pas seulement pour son plaisir mais pour se faire la voix. Tous les jours, elle s'entraîne ainsi, pose sur l'électrophone Michèle Torr, Betty Mars ou autres « réalistes » et, de sa voix chaude et légèrement voilée, les accompagne. Car Georgette, dix-neuf ans, veut être chanteuse. Et lui, du côté d'Avignon, elle rêvant toutes à la réussite miraculeuse de leur compatriote.

Georgette, c'est un peu Mireille II y a dix ans, avant qu'elle ne s'habille chez les grands couturiers et ne parle « polu »: un grand sourire, des yeux marron-vert légèrement maquillés, l'allure d'une petite fille sage avec sa robe aux genoux et ses talons. Dans le petit appartement passent et repassent le père, la mère, le frère, le voisin... Sur les murs de la chambre valent Mike Brant, Dave, Sylvia...

A six ans, Georgette chantait pour les petits vieux et pour n'importe qui: à seize ans, sa mère lui demande: « Ça te plairait d'être chanteuse? » Georgette dit oui, et à dix-sept ans elle commence à prendre des cours: « J'y vais deux fois par semaine, on nous apprend les vocalises, la diction, les jeux de scène; le plus important c'est de prendre le public, de vivre sa chanson et de lui sourire aussi. »

Georgette est déjà un peu connue dans le coin. Elle a chanté dans des galas, participé à des radio-crochets: toujours première dans ses galas, dans sa petite robe noire, parce que « dans sa catégorie, il faut quelque chose de simple, de strict ». « On a passé une audition; on était quarante. Ils en ont pris cinq. J'avais pas le trac, mais l'état d'impressionnisme par les caméras il fallait surveiller la lumière rouge. Les gens étaient très gentils. Il y avait Francis Lemaire. Il m'a dit que j'avais une jolie voix mais que j'étais trop jeune pour chanter Piaf. Pourtant il faut bien commencer par quelque chose. Mireille aussi elle a commencé par Piaf. Mon genre, moi, c'est Betty Mars mais je ne veux imiter personne, je veux faire quelque chose de moi-même. Elle a aussi écrit à Charles Dumont pour qu'il lui fasse des chansons parce qu'il a un style qui me plaît. »

Elle sait bien qu'elle n'est pas la seule, qu'il y a de la concurrence. Elles sont cinquante, parfois plus, à concourir et puis, finalement, au bout du compte, qu'est-ce qu'elles ont? Une coupe. « Ça fait une belle jambe! » Non, ce qu'elles espèrent, c'est ce qui est arrivé à d'autres. Alors pourquoi pas à elles? « On peut rencontrer quelqu'un qui essaie de vous lancer, qui vous fasse des chansons et vous fasse connaître des gens du monde artistique, un impresario quel. Les chanteurs qui passent à la télé, c'est quelqu'un qui les a lancés, qui s'en occupe. Ils sont pas ici, comme ça, par eux-mêmes. Des fois, on chante dans des galas où passe un chanteur connu; son impresario peut vous remarquer et décider de vous prendre en main. »

ANNE GALLOIS.
(Lire la suite page 5.)

Au fil de la semaine

Rénumérations et aéroports

par **PIERRE VIANSSON-PONTE**

CHAQUE fois qu'un journaliste aborde dans un thème précis sur lequel il s'est informé et a réfléchi, il reçoit, dès la publication de son article, des lettres de spécialistes qui, eux, n'ont pas passé quelques heures à se documenter, mais ont consacré de longues années d'études et de recherches, parfois leur vie entière, à la question traitée. Qu'il s'agisse de l'emploi des jeunes, des accidents de la route, de la régionalisation ou du grand débat sur l'infini et l'éternité, les remarques, réactions et témoignages ainsi suscités sont presque toujours beaucoup plus probants, solides et précis que les quelques faits et les quelques idées qu'on avait pu avancer. Et l'on envisage de n'avoir pas disposé d'une documentation aussi complète avant d'écrire, on a l'impression de n'avoir enfoncé que des portes depuis longtemps ouvertes par d'autres, on se reproche d'être resté à la surface des choses. C'est vrai aussi pour nombre de livres écrits par des non-spécialistes.

Ainsi du langage. Après une chronique consacrée au « Triomphe du jargon » (1) et assortie de quelques exemples patiemment collectés, ce sont des dizaines de citations, d'anecdotes, de trouvailles qui affluent, beaucoup plus éloquentes et convaincantes — plus alarmantes également — que les menus éléments de preuve et de réflexion qu'on avait pu réunir. Sans prétendre à l'exhaustivité, on trouvera ici, de cette riche moisson, quelques extraits authentiques, pour lesquels on n'a pas eu la cruauté de donner toujours les références exactes — mais elles existent, naturellement.

TROIS échantillons de jargon écrit d'abord, trois seulement, mais qui en disent long. Un universitaire français qui enseigne en Égypte exprime son désarroi. Une de mes étudiantes, dit-il, me demande de lui expliquer au moins les premières pages de l'étude consacrée à « la Jalouse », de Robbe-Grillet, dans une très sérieuse collection de critique littéraire. Or voici ce qu'on lit à la page 3: « Le scripteur et le lec-

teur devenus un seul et même principe d'actualisation, agissent et réagissent dans et sur le texte qu'ils produisent et qui les définit comme indéfinissables parce que l'un et l'autre indéfinis, provisoires, non privilégiés. Tout roman de Robbe-Grillet est ainsi une cérémonie du problématisé, une épiphanie de la question. » Je cherche vainement, conclut notre correspondant, comment éclaircir pour cette jeune Égyptienne une telle définition de l'œuvre du romancier...

L'autre texte provient du « Monde » — « Pan sur le bec », dit-il « le Canard enchaîné », — me qu'une « libre opinion » déjà un peu ancienne signée par un militant autonomiste. Il écrivait: « Notre fidélité absolue conjuguée à notre authenticité créatrice magnifie notre tonalité en refusant celle-ci en tant que dogme, mais en la vivant dans l'actualité de notre culture universelle dans sa marginalité soulignée par le soul d'assumer le plus possible d'humanité. » L'ennui, c'est qu'un tel galimatias commence par la « bristannité » et aboutit aux explosifs.

Heureusement, on dispose, à côté du mal, du remède. Dans l'introduction générale à une savante collection d'ouvrages portant sur les structures de la langue française, dirigée par deux éminents spécialistes, on peut lire cette promesse réconfortante: « La grammaire que nous proposons est distributionnelle, générative et transformationnelle... » Nous voilà sauvés!

Le jargon parlé ensuite: il fait l'objet de très nombreuses lettres d'auditeurs qui ont relevé dans les dernières semaines, au hasard des émissions entendues ou regardées, une foule de « culs », d'impropriétés, d'énormités diverses.

Passons sur les rénumérations, les aéroports, les coups de burtoir, les décisions renvoyées aux calendriers grecques, les problèmes solutionnés et les analyses de « ce qu'il se passe » au Liban, au Cambodge ou ailleurs. Ce ne sont encore que

brouillies, « bavures » trop fréquentes hélas! Mais on a frissonné en apprenant qu'un couple anglais avait été assassiné dans l'arrière-pays de la Côte d'Azur « au moment où on s'apprête à célébrer le vingt-sixième anniversaire de l'affaire de Lurs ». On a admiré la fermeté et le style du président d'une importante fédération sportive, très en vedette ces derniers temps du côté de Buenos-Aires, dont une déclaration télévisée commençait ainsi: « On peut penser (un temps), si l'on réfléchit (un temps), qu'il est impensable (un long silence) de penser que... » Il est vrai que son interlocuteur pouvait annoncer fièrement quelques instants plus tard: « Nous couvrirons en direct cet événement. » Dans une autre émission sur une autre antenne... voisine, l'annonce d'une campagne de détartrage donnait l'occasion de quelques réflexions profondes, celle-ci par exemple: « Les enfants vivent les rats avec sympathie. » Oui, vivent les rats!

« A la question fréquemment posée: « Comment vous faites? » on répond: « Je me suis entraîné beaucoup de fois. » « Neuf » et « nouveau » s'emploient indifféremment — et malencontreusement — tantôt pour un projet, un accord « tout neuf », tantôt pour une voiture, un vêtement « nouveaux ». Quant aux appositions, elles foisonnent, depuis les pré-chocs jusqu'à la détente-sport — car on pense football comme on mange chinois, — en passant par l'aliment-poisson et la culture-radio. Sur les ondes, on casse tout: on casse les grèves et les prix, on casse du Katanga et on casse le travail, et, même, avec la mauvaise temps, ce casse-pieds, on casse les vacances. Et puis il y a les mots-clés aux acceptions si variées qu'on s'y perd: concerner par exemple (« Vous êtes concerné », « le nouveau tarif concerne les marchandises », « les bouchons concernent Blason futé », etc.) et aussi promouvoir, mis à toutes les sauces, promotionnelles naturellement. Ou plutôt à toutes les éditions et à tous les niveaux, bien entendu, autres fois à la mode: « une nouvelle édition des rencontres européennes au niveau des chefs d'Etat », « l'édition 1978 du

14 juillet au niveau national », « la prochaine édition du conflit sino-soviétique au niveau stratégique »...

Un grand saut d'indignation, c'est la prononciation. En mettant bout à bout un certain nombre de fautes fort courantes relevées par le Bulletin de l'association « Défense de la langue française » (2), on aboutit à un texte, évidemment imaginaire, qui donnerait phonétiquement ceci: « Aujourd'hui, lindi, sur la suggestion de Zitrone, l'artillerie é arrivè au Pentagone. L'hexagone et même la cote son en faite. Mitron a mis le main à la patte. Spendant, pour battir, il faut avoir un diplomate et quant nous acthons peti à petit l'antrecotte — entre guillemets — on peu attendre les cinq dernières minutes ». En quelques lignes, vingt mots ou noms écorchés, cinq liaisons omises.

Caricature? Oui, bien sûr. Mais tendez l'oreille, vous en entendrez bien d'autres, et de plus. Par exemple, Tite-Live et sine die prononcés comme s'il s'agissait de mots anglais (Ta-It-la-ive et Saine Da-é), un concerto attribué à un certain Barrh, une sonate signée de Vivaldo-T. Que les confrères de la radio et de la télévision ne prennent pas ombrage d'une mise en cause qui s'adresse à nous tous, journalistes de la presse écrite, parlée et en images, et à beaucoup d'autres avec nous.

Encore les journalistes que nous sommes peuvent-ils plaider l'excuse de la rapidité, de l'improvisation, de l'instantanéité que d'autres, orateurs, enseignants, hommes de parole et de plume, ne sauraient invoquer. Excuse non absolue, cependant pour nous, car nous nous adressons avec autorité à un public indifférent de millions de lecteurs et d'auditeurs de tous âges pour lesquels les médias sont le complément, voire le substitut, de l'enseignement. Le jargon, les prononciations fautes, le laisser-aller, font aux quasi écoles, ils n'abîment pas seulement la langue et la culture, ce qui est déjà grave. Ils brouillent aussi les idées et faussent le jugement.

(1) Le Monde daté 23-24 avril.
(2) Numéro 53 (8. rue Égérie, 75008 Paris). L'article cité ici était tiré de la revue Sésame.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

DER SPIEGEL

Des clients qui coûtent cher

L'hebdomadaire de Hambourg DER SPIEGEL s'inquiète de la recrudescence des vols dans les hôtels de R.F.A. et surtout de fait que ces derniers, jadis légers, sont en train de changer de nature :

« Les vols dans les hôtels, qui se limitaient autrefois à des babioles comme des cendriers ou des cintres, tournent à la débauche caractéristique (...). Dans les meilleurs établissements de la République fédérale, les clients ont pris l'habitude d'emporter de précieux objets volés. La perte annuelle provoquée par « cette façon bien particulière de collectionner les souvenirs », comme l'appelle le président de la Fédération allemande de l'hôtellerie, est estimée à quelque 60 millions de Deutschmarks. (1 DM = 2,14 F) (...). La liste des objets subtilisés au « Bélier noir », de Wiesbaden, en dit long : 60 moulin à poivre, 2 postes de radio, 70 peignoirs de bain, 400 cendriers, 400 serviettes et 600 verres par an ; depuis trois mois, en outre, 6 extincteurs, 520 couverts en argent et quelque 2 000 cintres. »



Grandeur et décadence du dollar

La chute du dollar provoque une ruée touristique sans précédent aux Etats-Unis, écrit l'hebdomadaire U.S. NEWS AND WORLD REPORT. « Les Européens constituent 43 % des visiteurs, mais le Japon, l'Australie, du Sud et le Proche-Orient sont aussi bien représentés (...). L'Office américain des voyages estime que les étrangers dépensent 17 millions de dollars par jour (un dollar = 4,40 F), et fournissent des emplois à deux cents soixante-dix mille personnes. Mis à part le prix du transport aérien, les touristes ont dépensé 6 milliards 200 millions de dollars l'année dernière aux Etats-Unis, alors que les Américains en dépensent 7 milliards 500 millions de leur côté à l'étranger (...). Aujourd'hui, les touristes étrangers comprennent ce que ressentent, dans les années '50 et '60, les Américains qui voyageaient, note mélancoliquement M. Charles Meissner, sous-secrétaire d'Etat : « La nourriture est bonne, la culture intéressante, les femmes jolies et tout cela est bon marché ! »

Les inondés de Gonda

La mousson ravage, comme tous les ans, une partie de l'Inde, mais selon le correspondant du GUARDIAN à New-Delhi, certains Indiens n'en ont pas, pour autant, perdu leur sens de l'humour : « Le gouvernement central n'a pas encore réussi à mettre au point une politique de lutte efficace contre le fléau qui s'approprie sur les collectivités locales. Il continue à compter sur des opérations charitables ponctuelles dont la moitié des subsides disparaissent régulièrement, par la grâce d'officiels et d'hommes politiques corrompus. » Il y a, de toute façon, un grand fossé entre les autorités de Delhi et les représentants du pouvoir dans les villages inondés. Les députés sont rarement dans leur circonscription, au moment des calamités naturelles. « A Gonda, dans l'Etat Pradesh, qui a été sérieusement affecté par les inondations, une affiche a été placardée demandant des nouvelles du député local, M. Nanaji Deshmukh, l'un des dirigeants du parti Janata (...). » Après avoir donné une description de M. Deshmukh, la note précise : « Cet homme a disparu depuis huit mois. Toute personne qui sera capable de le retrouver et de le ramener ici, aura droit à toute notre reconnaissance. » Signé : « Les inondés de Gonda. »



Un abus

« La Cour suprême d'Indiana, annonce l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, a rejeté l'appel d'un homme emprisonné pour meurtre, qui plaide qu'il a été condamné à vie dans une prison d'hommes constituait une peine cruelle et inusitée puisqu'elle le condamne au célibat pour le reste de ses jours. » Le tribunal a admis que le plaignant, Ralph Dodson, avait demandé abstinence à « jouer du plaisir amoureux comme s'il était un homme libre », alors qu'il est convaincu d'avoir assassiné James Young à coups de yoga, en juin 1976. « Dodson avait demandé à purger sa peine dans une prison de femmes. »

Daily Mail

La vie rêvée

En ces temps où beaucoup de jeunes couples vivent ensemble-mais-ne-se-marient-pas-parce-qu'ils-ont-des-principes, le DAILY MAIL explique d'une plume experte les différences qui séparent un « ami » d'un mari : « Des amants, pour utiliser une terminologie bien vieillotte, accordent beaucoup moins d'importance à la définition sociale du rôle des sexes que des gens mariés : un amant est beaucoup plus capable qu'un mari de considérer que votre carrière est aussi importante que la sienne. Il ne jouera pas les martyrs si vous annoncez que vous avez l'intention de suivre des cours de yoga, de physiologie ou de théâtre et qu'il devra, ces soirs-là, faire son dîner. » Il est tout à fait prêt à regarder seul la télévision (...). Il n'estime pas que tout ce qui est culinaire ou d'ordre matériel est du domaine de la femme au foyer (...). Il n'aura pas une attaque si vous lisez ou mangez des oranges au lit ou peut-être d'une barre de chocolat (...). Il y a beaucoup plus de chance qu'il vous demande de l'accompagner au match de cricket, au « pot » de fin d'année de son entreprise ou au pub si vous partagez son appartement que si vous êtes sa femme. » Un mari frustre fatigué de se soucier de la date de votre anniversaire ou de votre mariage. Un amant se souciera de l'heure, du jour où vos yeux se sont, pour la première fois, croisés (...). « Un homme ne peut être patient, raisonnable, compréhensif, altruiste, qu'avec une femme qui n'est pas la sienne. Sous tout flateur viril et charmeur sommeille un mari égoïste, aveugle, borné, conventionnel et exigeant », conclut, lugubrement, le quotidien anglais.

Lettre de Venise

En oubliant le guide



VOYAGEUR éclairé ou touriste organisé ce n'est pas à vous que j'aurais la prétention d'apprendre Venise. Documenté chaperonné par le bréviaire bleu ou benoîtément guidé par le blé d'indes vert, vous avez conquis vos galons d'asphalte expert et express au prix d'un parcours sans fautes, des coupoles dorées de San-Marco aux colonnes cannelées de la Scuola di San-Rocco, des loggias fleuries de la Ca' d'Oro aux cimaises chatoyantes de la Gallerie dell'Accademia. Les cent cinquante canaux enlambés par leurs quatre cents ponts, les deux cents palais flanqués des cent quatre-vingt-dix églises de la somptueuse et météorique Vénus marine sont désormais d'ordinaire enregistrés et classés dans les livres, ordonnés de vos souvenirs méthodiques de vacances. Cités et bagages bouclés, il ne vous reste que quelques heures (que votre agent de voyage nomme en toute candeur « libres ») avant le départ du train pour Lyon ou de l'avion pour Munich. Et si nous les employons à vagabonder — sans aucun supplément, je vous assure — dans la marge blanche des pages feuillees de votre « guide », mais prenez bien soin de votre plaisir, d'oublier votre appareil photo...

Il pleut ce matin et les orbes détrempées de Venise — la Rouge désignant sur les grises du ciel et des canaux — délicate aquatille que votre forfait touristique « tout compris » ne comprend certainement pas. Prenons le tempo, veuillez-vous, de déguster d'abord un capuccino brûlant. Non, pas au Florian, respectueux des rites culturels, vous n'avez pu manquer d'aller hier vous y assoier, mais les ombres confortables de George Sand et de Musset l'ont été d'ailleurs, désolé d'avoir déjà. Entrons plutôt ici. Derrière la houle moule de la lagune où devant les proues noires des gondoles, un pianista blond plaque sur les hachures nonchalantes de la pluie les accords fantasmatiques de Love is the strangest game, d'Errol Garner. Accoudés au comptoir nickelé, cette longue silhouette en trench-coat et feutre noir, la cigarette en coin, pourrait être celle du Bogart de Casablanca... le rêve américain s'évanouit dans l'arôme puissant du café et le jazz chasse la pluie.

Flânant maintenant sous les galeries des Procuratie, le long de la Piazza San-Marco vous remarquerez une fois encore le luxe des vitrines des joailliers. Le chevre rare et la hamelle stricte, ces messieurs fort dignes, sur le pas de leur porte, s'inclinent galamment au passage des riches étrangers en quête de souvenirs de prix. Mais regardez-les, étêtés que leurs clientes se sont éloignées : l'un d'eux aspire de sa poche une petite bulle et, de la pointe de son escarpin nickelé, s'écroule à son voisin, qui escoupe avec une agilité dont on ne l'aurait certes pas soupçonné et bête vigoureusement en direction d'un nouveau partenaire. Vils et légers, ils ont l'air à rêver des gamins qu'éveille soudain, au fond de la classe, la cloche de la récréation. Plus loin, sur ce campo désert, où le hasard vagabond de nos pas nous mène, voici encore une église, à mille autres pareille, dont le n'aurait pas la cruauté de vous demander le nom ou l'époque. Entrez, pourtant, au cas (improbable) où ses trésors cachés auraient échappé à votre battue artistique : rien d'exceptionnel sous les voûtes sombres, mais le dallage de la nef est étonné par un chandelier de réflexion, entouré de barreaux et fait remarquable signalé par un panneau routier incongru, analogue à ceux

qui annoncent à l'automobiliste la présence de cantonniers sur la route : vous ignorez, n'est-ce pas, que le zèle religieux des Vénitiens était si vif qu'il convenait de l'avertir d'avoir à ralentir à l'approche du maître-autel ?

MAIS l'heure d'impatience à votre montre ; il est temps de déjeuner. Tenez, je vous invite dans cette modeste trattoria : elle n'affiche aucun menu touristique à prix fixe et traduction approximative, mais on nous y sert pour quelques centaines de lires à peine, au lieu des inévitables pizza si fêdes au nord de Rome, un grand plat de spaghetti alla vongola, que nous arrosons d'un valpolicella au bouquet épanoui. La fumée portique de ma pipe dérange sans doute le subtil équilibre de ces parfums culinaires, car le serveur vient me prier fort civilement de l'éteindre ; mais comme s'il éprouvait quelques remords de m'avoir ainsi privé d'un plaisir familier, il m'offre bientôt avec le café... une cigarette.

Au sortir de cette amicale auberge, vous frissonnez en croisant l'un de ces tristes chloïrmas de forçats touristiques : condamné à une semaine de baigne vénitien et sormés par les invites impératives d'un malicieux cicérone de n'en pas laisser perdre une précieuse seconde, les voici, qu'il pleuve ou qu'il vente, les poches bourrées de cartes postales criardes et les mains encombrées d'hidieuses verroteries de Murano, la lippe bavasse de crème glacée et le cœur à la dérive sous les assauts répétés d'une gastronomie peu propice à la marche forcée et à l'émotion esthétique, tubant d'un vapoteur de menthe d'origine locale, au parva vinteur d'une église d'un baroque haussé, vaillant d'une corniche panoramique vertigineuse au ponton branlant où les attend, inexorable, la gondole d'enfance aux bancs détrempés moderne pluri exposit sans coup férir ses victimes aux quolibets et aux retrouissements. Savez-vous quels rêves

hantent les esprits harassés de ces malheureux galériens de la beauté forlanaire ? Du fond de leur dérèglement, ils se bercent du fol espoir d'une commutation de peine : le banissement définitif de Venise, assorti d'une assignation perpétuelle à résidence, si possible dans leur commune d'origine...

POUR dissiper la pénible impression de cette fâcheuse rencontre, je vous propose une escapade aux îles de la Lagune. Ni au Lido, lourde et prétentieuse copie de La Baule post-synchronisée en version mussolinienne ni à Murano, norme fabrique de briques aux entrepôts béants sur une eau aussi glauque qu'une aube de révolution industrielle anglaise. A Burano, plutôt, où la vaporetto nous déposera en compagnie de quelques commères de retour du marché chadain, au terme d'une traversée où nous aurons trempé la petite musique d'« Amarcord », à cause de ce haut vaisseau de ligne dont le blanc alibouette s'est profilé loin vers l'est, à l'horizon incertain où se mêlent lagune et mer, et qui semblait glisser silencieusement parmi les herbes longues, comme sur l'écran de la mémoire.

Refuge des peintres nordiques en mal de lumières et de couleurs vives, Burano offre la délicieuse miniature de son village de pêcheurs à qui sait regarder au travers du kaléidoscope de ses rêves d'enfance. Il y a du Bergen mêlé de Cortou dans cette mosaïque de jardins fleuris, de rios aux barques barloolées, de maisonnettes fraîchement peintes de bleu tunisien, rose pastel, vert pistache ou olive, rouge et brun de Siéne ; à l'enseigne des Massalina, des Salades ou des Squiettes, les rusties dessinent un entracé aux motifs ombés autour de placettes déjées où cisquent au vent, sur quelques cordages tendus entre de hautes perches, les pavillons domestiques des lessives familiales ; au large d'un campo à la nudité serene, flanquant une église massive, un gracieux campanile de brique rose se pen-

che avec une amoureuxse — et pétilleuse — sollicitude sur le bonheur tranquille de ses oisilles.

De l'autre côté de l'eau, au-dessus de la marée ondoyante des herbes, le doigt dressé d'un campanile identique accroche des flocons de nuage ; il veille depuis dix siècles sur l'île de Torcello, que le vent de l'histoire n'a pas encore osé réveiller et que nos pas discrets ne dérangeront guère. Cheminant le long d'un canal parsemé entre les pâles floraisons des vergers, nous arriverons comme par enchantement au cœur d'une minuscule place envahie d'herbe folle et gardée, dans le paléobés de l'abandon, par deux carènes-hiératiques et secrets, une chapelle byzantine aux rondsour trapues et le haut vaisseau d'une cathédrale romane, au porche précédé du vaste bas-relief circulaire d'un antique baptême dont l'eau dormante se verdit de mousse.

TAISANT notre émerveillement de crainte de rompre un charme si fragile, nous écouterons s'étrier le silence de cette fin d'après-midi. Puis il nous faudra abandonner Torcello à son rêve de pierre où s'est figé le sable du temps. Et rentrer à Venise, où vous attend la sèche trépidation mécanique des retours de voyage, des retours de mirage.

Avant de nous séparer à l'embarcadere du Canal Grande, écoutez encore : derrière les volages de cette fenêtre, quelq'un chante doucement dans l'heure atlaguie du soir qui descend. Une voix de jeune fille, une simple mélodie, quelques mots tendres dans la langue cassante de ce pays que vous n'avez pas eu le temps d'apprendre. Vous ne me croirez certainement pas si je vous confiais que rêve ainsi la jolie comtesse A. S... à qui Casanova offrit un jour un clavecin, car elle aimait plus que tout la musique et il l'aimait à la folie. Aussi, je ne vous en dis rien, me bornant à vous souhaiter bon voyage. Oubliez le guide !

PATRICK LECOMTE.

ARCHIPEL DES TUAMOTU

Le gendarme de Rangiroa

MAURICE BARGENDA, né en Moselle, près de Sarrebourg, il y a trente et un ans, est marié et a deux enfants. Il est chef de gendarmerie de la « blanche », la territoriale, celle qui comprenait tous les villages de France, pas la « rouge », la gendarmerie mobile, que connaissait tout aussi bien, mais pour d'autres raisons, les manifestants et les grévistes. Dans son portefeuille, il n'a d'ailleurs ni coupe, ni bouclier, ni matraque, ni grenade lacrymogène. Qu'en ferait-il, en effet, à Rangiroa où il est chef de brigade ? Vêtu la plupart du temps d'un short et d'un t-shirt orné d'un requin qu'éclairait la mention « gendarmerie territoriale », Maurice Bargenda représente l'autorité dans ce district de l'archipel des Tuamotu qui compte, dans un périmètre plus grand que deux départements français, une demi-douzaine d'atolls peuplés d'environ deux mille Polynésiens.

A la différence de ses camarades métropolitains qui roulent en Estafette, le gendarme de Rangiroa inspecte ses administrés à bord d'un canot à moteur et il lui faut parfois affronter la tempête du Pacifique pendant de longues heures. Tous les deux mois, il fait la tournée de « ses » atolls. Et s'il doit parfois intervenir dans quelque règlement de comptes, son rôle est surtout celui d'un juge, d'un notaire, d'un trésorier. C'est lui qui distribue les retraites des anciens fonctionnaires, qui établit le cadastre, qui fait passer le permis de conduire, qui soigne, qui arbitre. Dans ce mince atoll de corail, large de 200 mètres au plus, mais de 80 kilomètres de diamètre, toute l'île de Tahiti pourrait tenir : Rangiroa est le plus vaste atoll des Tuamotu. Et c'est aussi celui dans lequel se trouve le plus grand arbre de requin, Maurice Bargenda, possesseur d'ailleurs les vestiges d'une palme de plongée cassée par un requin d'un coup de mâchoire... à la limite des atolls. Il est devenu une sorte de spécialiste des portes en terre tahitienne.

Et lorsque le mercredi 26 juillet il a accueilli M. Jacques Chirac sur son domaine — la piste

de l'aérodrome entre lagon et océan — il a retrouvé une vieille connaissance. En effet, en décembre 1977, l'ancien premier ministre avait déjà été l'hôte de Maurice Bargenda lorsque celui-ci occupait le poste de Maripassou, au bord du Maroni, au fin fond de la forêt guyanaise ; le chef de gouvernement de l'époque y avait passé la nuit de Noël.

M. Chirac, cette fois-ci, lui a lancé : « Evénement : moi de votre prochaine affectation, je saurai ainsi quel sera mon prochain voyage ! » Et sous les arbres à pain de Rangiroa, comme sous les ombres frondantes de la jungle amassienne, le gendarme et le président de l'R.P.F. ont partagé leur repas avec leurs hôtes.

Tard dans la nuit, tout le village rassemblé dans le terrain au bord de lagon, où les grandes ruses au centre blanc effectuaient leur ballet nocturne sur les cocotiers penchés par les alizés. Et, côté à côté, le pandore et le matre de Paris, coiffés de couronnes de fleurs, battaient les mesures en frappant dans leurs mains.

ANDRÉ PASSERON.

Advertisement for Catherine Valabrègue's book 'des enfants, pourquoi? aujourd'hui un choix'. The ad includes the author's name, a quote from Françoise Tallié, and the publisher's name 'Stock'. It also mentions 'Collection dirigée par Claude DAILLENCOURT'.

Publié par le S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Parrot, directeur de la publication, Jacques Savignat. Imprimé en France par les Ateliers de la Presse, 1977. Reproductions interdites de tout article, sauf accord avec l'administrateur. Commission paritaire des journaux et publications : n° 47427.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

SOCIÉTÉ

GEORGETTE Sur les traces de Mireille...

(Suite de la page 7)

Mais, pour ça, il faut savoir attendre. Aller taper aux portes, demander. Pas question. C'est pas possible... Non, on peut pas. Ça ne se passe pas comme ça. Il faut attendre. C'est la chance. Mais il y a des choses que je ne ferai pas, même pour réussir, comme coucher avec l'imprésario par exemple. S'il le faut, je resterais une petite amatrice mais je ne le ferai pas.

BRETAGNE

Un goémonier raconte son métier

M. B. — La quarantaine solide, habite avec sa femme et ses quatre enfants à quelques centaines de mètres de la mer. La maison est simple, accueillante. Bien orientée, elle est très claire, lumineuse, comme la kitchenette d'un phare en, de la fenêtre de la salle à manger, on aperçoit les gros rochers qui, à cet endroit, jalonnent le rivage. Ils sont les frères de ceux du large, ceux sur lesquels, vers l'ouest, l'Amoco-Cadix est venu s'éventrer dans la nuit du 16 mars.

en tout et quand on a fait six à sept ans avec, c'est bien le bout du monde. La coque travaille avec les machines, et les machines elles-mêmes sont bonnes à être remplacées. C'est le Crédit maritime qui nous fait les avances ; mais les traites sont lourdes.

APOLOGUE

La mort du bienfaiteur

AVANT ouvert, le Semestre, des sémiologues, le Sémiologue sur l'insémination artificielle, le Congrès sur la sexualité des congresses, la Décade des décadents et les Rencontres des contre-bassistes, la haute personnalité inaugura le Salon de l'Armée du Salut, le Symposium sur le grand sympathique, la Conférence sur les conjonctures et la Galerie des galeries, avant d'entamer un discours de clôture au Festival du Jive Jété-chista. Négligent la Randomness des quintes, la Journée des ajournés et la Nuit des ennuyés qui, conjointement, honoraient la région, le bienfaiteur congédia ses gorilles, alléguant une fatigue bien naturelle qui l'emporta au lit avant l'aube.

LA VIE DU LANGAGE

Une stratégie pour le français ?

Le français encore, ou plus généralement les rapports de complémentarité et de contact entre les deux langues. D'habitude, une fois pour toutes, dans l'état actuel de nos connaissances, il est illusoire d'espérer se faire une idée globale correcte de ces rapports et de leur évolution possible. Au petit jeu des diagnostics et des pronostics, on peut sans trop de souci avancer les hypothèses les plus opposées : que le français « perd son âme », ou au contraire qu'il « retrouve une jeunesse » ; que son usage « recule » dans le monde, ou « s'affirme » ; qu'il manque de vitalité, ou qu'il en a trop, etc.

passée du Français qui ignore la géographie, voyage peu, ne se plait que dans son jardin ; bref, d'une France recroquevillée sur son pré carré et ses traditions ; ou, en même temps, une surestimation du « pouvoir communicant » de l'anglais et une sous-estimation de celui du français.

CORRESPONDANCE

Une lettre (recommandée) de Ferny-Voltaire

Sous le titre « Voltairre et la lettre recommandée », nous avons publié (dans le Monde du 4-5 juin) une lettre d'une lectrice, Mme Bruyant, qui se plaignait de n'avoir pu retirer au bureau de poste de Ferny-Voltaire (Ain) une lettre recommandée dont l'adresse était libellée « Monsieur de Madame ».

Vers un meilleur équilibre

Mépris dans l'usage nouveau, ou l'équipe ou quelque revue technique de l'audio-visuel ou des voyages, le même sondage est certainement donné des résultats moins rassurants. Non qu'il y ait « négligence » ici et vigilance là ; les conditions de travail dans la presse rendent difficile l'application de consi-

Do you speak Fringlish ?

appelant que les langues ne sauraient demeurer vivantes sans communiquer entre elles (et « se communiquer » des éléments d'information), G. Pierson note que, « agissant de notre langue, le courant d'échange le plus important a eu lieu et se continue avec l'anglophonie » ; et que « le solde de l'échange est extraordinairement positif au bénéfice du français » ; au point que, de vis-à-vis à carte blanche, en passant par amateur, zig-zag, force majeure, coup de grâce, engagé, console, stimulation, bi-dégradable et... monopole, et quelques centaines d'autres, des auteurs anglo-saxons (Clarence L. Barnhart) n'hésitent pas à parler de « Fringlish ».

JACQUES CELLARD.

1) Le Français en contact avec l'anglais en Amérique du Nord, Jean Darbaine, publication du Centre International de Recherche sur le Bilinguisme ; les Presses de l'Université Laval, Québec ; diffusion en France : CLUF, 11, rue de Sévres, 75277 Paris Cedex 08, 78 F.

uiron ANDRÉ FASSINO

1978 150

RADIO-TELEVISION
POINT DE VUE

L'INA vu de l'intérieur

par HERVE GOSSELIN (*)

L'LIQUIDATION pure et simple, éclatement suivi d'une répartition du personnel dans les autres sociétés issues de l'O.R.T.F., absorption par T.D.F., déménagement partiel ou total à Bordeaux ou Lyon, maintien en l'état actuel... On pourrait continuer longtemps à énumérer les diverses solutions envisagées, discutées ou préconisées par les uns ou les autres pour faire face aux graves difficultés de l'INA. Le conseil d'administration du 24 juillet n'avait pas cette discussion à son ordre du jour. Mais est-ce que quel'un, au sein de la direction ou au niveau des autorités de tutelle, a une petite idée de ce qu'il faudrait faire ? Le doute est permis. Avant tout parce que, depuis le 1^{er} janvier 1975, l'INA a souffert terriblement de l'existence d'une politique précise, en termes d'objectifs à atteindre. Le cahier des charges, bien trop vague dans la définition des missions de l'INA, ne pouvait en tenir lieu. Alors, pendant quatre ans, tout a fonctionné au jour le jour, au coup par coup. Le bilan est sévère.

La formation professionnelle a beaucoup perdu en qualité, à tel point que les sociétés issues de l'O.R.T.F. se font tirer l'oreille pour y envoyer leur personnel. La période des opérations de formations sur place (Zaire, Côte-d'Ivoire...) semble révolue. L'accueil à Bry-sur-Marne des stagiaires se fait dans des conditions très médiocres. Cette situation est d'autant plus grave que la concurrence privée se développe et brise le quasi-monopole que détenait l'INA dans ce secteur, à sa création.

Les opérations de conservation et de restauration des archives audiovisuelles héritées de l'O.R.T.F. piétinent. Leur exploitation est très largement en deçà des possibilités : peu de promotion est faite, les émissions un tant soit peu originales produites du temps de l'O.R.T.F. du coup on vend beaucoup de « Guy Lux » et autres naïvetés à l'étranger. En France, les coûts d'acquisition des copies sont souvent très élevés. Ainsi, récemment, un chef d'orchestre suisse a dû déboursés près de 1 200 francs pour obtenir un enregistrement d'un concert qu'il avait dirigé en 1970 pour l'O.R.T.F., et cela après un nombre de démarches considérable. Inutile de souligner que ce n'est

pas de stilet qu'il s'adressera à l'INA ! Enfin, les projets de vidéothèques régionales tardent beaucoup à se mettre en place.

La recherche ne va pas beaucoup mieux. A part le Groupe de recherche musicale qui va son petit bonhomme de chemin sans faire de bruit, on a du mal à trouver du nouveau à se mettre sous la dent en matière d'audiovisuel à l'INA. Sans doute quelques études ont-elles été réalisées par le département de la recherche prospective, sans grande publicité, quelques timides expériences d'animation audiovisuelle ont vu le jour, notamment à partir de l'atelier super-8, quelques productions spécifiques ont été réalisées qui tentent de préfigurer la télévision de demain. Mais tout cela est bien maigre.

D'autre part, l'INA produit des émissions pour les chaînes, sur commande, qui sont à l'extrême limite de la rentabilité et se lancent dans une course à la baisse de coûts de production coûteuses. On peut penser

que, si l'objectif est louable, il serait plus logique que cette aide indispensable soit prise en charge par les organismes dont c'est le rôle... mais c'est une autre histoire !

Ce sombre tableau n'est pas encore complet. Trois semaines de grève en février de cette année avaient mis au jour des résultats peu réjouissants d'une gestion du personnel totalement incohérente. Depuis, quelques mesures ont été prises (notamment, quatre-vingts recrutements au statut défilés sur 1977 et 1978), largement insuffisantes. Près d'un tiers du personnel ne bénéficie pas du statut. L'INA a toujours recours à des maisons prestataires de services pour la production. Les promotions internes sont excessivement difficiles et souvent des plus arbitraires, les salaires ont bien du mal à assurer ne serait-ce qu'un maintien du pouvoir d'achat. La situation de trésorerie étant ce qu'elle est, il ne fait pas bon, par les temps qui courent, être payé au comptant ou avoir des frais de mission à se faire rembourser.

Un assemblage hétéroclite

Dans le même temps, on restructure au niveau de la direction : l'INA change de secrétaire général tous les cinq mois, la présidence est faite de plus en plus discrète, on nomme des chefs de département directeurs, et chacun s'entoure de chargés de mission dont on ne sait pas très bien d'où ils sortent ni, ce qu'ils viennent faire.

Reste la situation financière, qui fait grand bruit : 14 millions de francs de déficit pour l'exercice 1977, un découvert bancaire permanent très inquiétant, et une situation telle que derniers mois qu'elle a nécessité la mise en place d'un plan d'économie de toute urgence.

Depuis, l'INA vit sur sa lanterne, achève ce qui avait été commencé et s'assure plus que les opérations génératrices de recettes. Bien sûr, deux des départements qui ont la charge de remplir les missions confiées à l'INA, les archives audiovisuelles et les programmes de création et de recherche, sont les plus durement touchés.

Pour 1978, la direction espérait

une augmentation de 70 % du montant de la redevance versé à l'INA. Personne ne croyait que ce serait le chiffre retenu ; mais de là aux 20 % récemment accordés (18 millions de francs), il y a une marge. Cette augmentation ne permettra, une fois de plus, à l'INA que de survivre... et encore.

Un projet de regroupement de l'ensemble des départements à Bry-sur-Marne en 1981 existe : 30 millions de francs seraient nécessaires pour la construction des locaux. Pas de réponse de la tutelle. Qu'en conclure ?

La situation financière risque donc de rester dans son état actuel, voire de se détériorer. Plusieurs éléments peuvent l'expliquer.

D'abord, il est extrêmement difficile de faire fonctionner un établissement public qui, de par ses activités, ne peut espérer que peu de recettes sans que les autorités de tutelle lui en donnent les moyens.

(*) Assistant au service financier de l'INA.

De ce point de vue, on est loin du compte.

Mais il ne suffit pas de disposer de ressources. Encore faut-il savoir les utiliser à bon escient et, pour ce faire, prêter une attention soutenue à la gestion. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas à l'INA. Les directeurs, les chefs de département et les administrateurs se comportent souvent comme des responsables de sociétés indépendantes, fort peu soucieux de la gestion d'ensemble de l'INA. Par ailleurs, de multiples obstacles existent à la mise en place d'un véritable système de gestion. Peut-être parce qu'il y aurait des pratiques peu orthodoxes, sans doute parce qu'il soumettrait les différents départements à un contrôle rigoureux. Cela semble pourtant une mesure vitale à prendre pour maîtriser l'avenir.

Le problème reste cependant posé de savoir s'il n'est pas vain de vouloir maintenir cet assemblage hétéroclite. On se prend à repenser à un service public de la radio-télévision qui regrouperait l'ensemble des sociétés créées lors de l'éclatement de l'O.R.T.F. sous toute une série de sociétés privées (chaînes de radio, sociétés prestataires de services, de production...), qui, elles, prospèrent tranquillement, en rendant progressivement caduque la notion même de monopole. Cela permettrait peut-être de commencer à résoudre dans de meilleures conditions les problèmes qui assaillent les diverses sociétés : passage de la vidéo lourde à la vidéo légère, volume et contenu des productions, décentralisation/régionalisation, concurrence anarchique entre les chaînes, expérimentation de techniques et des matériels nouveaux, recherche en audiovisuel, pluralisme et accès du plus grand nombre aux ondes et à la télévision, uniformisation de la situation des personnels.

Les graves difficultés que connaît la S.F.P. et l'INA traduisent la crise que traverse l'audiovisuel en France. Beaucoup de retard a été pris, beaucoup d'erreurs ont été faites, et jamais le personnel n'aurait pu et plus généralement le public n'aurait pu bénéficier de ce retard. Est-ce de l'impotence à déplorer que cela change ? Si oui, quel en sera le prix ?

ENTRETIEN AVEC ROBERT BOBER

Approches de la culture juive

TROIS émissions de la série « Lire c'est vivre » de Pierre Dumayet sont présentées pendant le mois d'août. Deux émissions sur le Talmud, le grand livre de la religion et de la culture juives, une émission sur les Récits hassidiques recueillis par le philosophe Martin Buber. Elles sont toutes trois passionnantes, offrant une rencontre avec des textes qui constituent la tradition d'un peuple. Le réalisateur Robert Bober nous dit comment elles ont été conçues.

« Je suis juif et c'est pour moi une chose importante. En octobre 1975, j'avais réalisé un film sur des réfugiés en provenance d'Allemagne, des apatrides d'origine polonaise. C'était à la fois une recherche et une affirmation d'identité à cette époque. Pierre Dumayet, qui s'est toujours intéressé à la littérature touchant au judaïsme, cherchait, pour sa série, un livre pour des lecteurs juifs. Il m'en a parlé, j'ai cherché avec lui.

« Il existe bien des livres yiddish classiques, mais ils sont mal traduits en français. Nous nous sommes penchés sur la littérature juive non-périodique. C'était changer le ton de la série. Finalement, nous avons choisi les Récits hassidiques, de Martin Buber. Ce philosophe juif, né à Vienne en 1878, est mort à Jérusalem en 1965. Il s'était intéressé au hassidisme, ce mouvement des juifs conservateurs de Palestine qui voulaient maintenir le loi juste traditionnelle dans le monde, en Pologne, au début du dix-huitième siècle, une action mystique fondée sur une forme de vie communautaire, de relations affectives... sur la vie intérieure et la méditation.

« Martin Buber avait trouvé dans les textes légendaires un prolongement de sa philosophie. Les récits de cet héritage spirituel peuvent être interprétés de manière différente. Nous les avons fait lire aux habitués d'une bibliothèque juive de Paris, la M.Gem. Ces lecteurs ont des activités diverses : professeur, avocat, peintre, hôtelier, ingénieur. Chacun a choisi à sa guise dans les récits. Et nous nous sommes aperçus que, même à leur tour, le hassidisme avait sa « puissance » sur eux, qu'il était comme un esprit de famille.

« A la fin de ce tournage, pourtant, nous sentions qu'il nous manquait quelque chose. On nous avait cité des textes plus anciens. L'idée nous est venue de faire lire et commenter le Talmud, cet ouvrage immense qui vise à donner un enseignement complet et les règles à suivre dans la vie religieuse et civile des juifs. Nous nous sommes adressés à des spécialistes qui nous ont conseillé d'en extraire une seule phrase. Mais il était difficile de dénicher là-dessus sans préparation pour le public. C'est alors qu'est intervenu le docteur Georges Valensi, cet homme étonnant s'est mis à étudier le Talmud sur le tard et il est maintenant capable de raconter toute l'histoire du livre. Nous nous sommes occupés dans l'entretien recueilli avec lui. Cela nous a donné une émission en deux parties d'approche historique.

« Le docteur Valensi est un conteur fascinant. Et sa rencontre avec le Talmud est fascinante. Il faut comprendre pourquoi ce livre est un instrument de culture qui a permis aux juifs de perpétuer leur identité à travers toutes les dispersions. Notre propos initial était donc élargi. Nous avons ensuite réalisé une troisième émission sur les commentaires d'une seule phrase du Talmud, par deux lecteurs religieux et deux non-religieux. Mais à la programmation, les Récits hassidiques viendront en dernier. Les talmudistes trouvent dans le texte des réponses à tout. Dans le hassidisme on trouve aussi des réponses à travers les paraboles. Et pas seulement religieuses.

« Je fais toujours des émissions pour apprendre. Avant de tourner avec Pierre Dumayet, je ne savais pas bien ce qu'était le Talmud. Je me suis alors rendu compte qu'il était, en moi, grésu à une forme d'esprit, des expressions hébraïques par moi-même. En somme, j'ai beaucoup appris sur moi-même. Et, comme Pierre Dumayet, je voudrais maintenant que les téléspectateurs découvrent ces œuvres collectives de la culture juive. »

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.
* Du côté du Talmud : Retour au texte, lundi 7 août, A 2, 21 h. 31 ; Une phrase, lundi 14 août, A 2, 21 h. 35.
* Les récits hassidiques, lundi 21 août, A 2, 21 h. 35.

Écouter-voir

● MUSIQUE : IL Y A CINQUANTE ANS DISPARAISSENT LEOS JANACEK. — R.C., dimanche 6 août à 16 h. 5, lundi 7 à 17 h. 32, les 8, 9, 10 à 11 h. 2 et 17 h. 32, le 11 à 11 h. 2.

Mort le 12 août 1928, Leos Janacek n'a été que tardivement connu en France. Son œuvre maîtresse, Jenufa (1903), jouée sur toutes les grandes scènes lyriques, n'a été représentée qu'en 1962 à Strasbourg, en 1972 à Rouen et en 1974 à Lyon. Serait-ce que les Français goûtent peu le drame paysan et les âmes simples ? Dans cette âpre tragédie, d'un prodigieux verbe, comme dans toutes les pages du compositeur morave, c'est la vie même, comme de flots dans le double courant de l'humanité passionnée et de la nature dévastée, mêlant l'espoir à la détresse.

Pour fêter cet anniversaire, Pierre-Emile Barbier présente des enregistrements inédits en France.

● DOCUMENT : DEMAIN L'AGRICULTURE. — Mercredi 9 août, TF 1, 22 h. Entre l'industriel et l'artisanal, le chimiste et le microbiologiste entre l'intensité et le naturel, la quantité et la qualité, que seront les produits agricoles de l'avenir ? Pierre Soulier et Jean-Claude Bergeret ont interrogé deux cultivateurs, maraîchers en Provence, tenants des écoles opposées : sion antagonistes. Louis Bourdon, condamné à tirer de plus en plus de sa terre, justifie l'utilisation massive des engrais par les contraintes du marché (coûts de production croissants pour des revenus bloqués). Rémy Combes, lui, utilise du fumier organique et ne jure que par les méthodes biologiques. Il s'arcute à la main et les techniques qu'il utilise reviennent cher en heures de travail. Lequel a raison ? Faut-il le second réussir à commercialiser ses fruits et légumes de tradi-

tion et de luxe... Mais quand à l'échelle mondiale l'humanité meurt de faim, la productivité n'est-elle pas une nécessité ? « Nous utilisons les aliments comme des munitions », dit rétrospectivement le Récit pour un Mac Govern. Où il est avant tout question de profit, est-ce avec la spécialisation outrancière épuiser le sol ?

Vaste et très capitale question que cette enquête sur deux cas concrets et limités à un pays du Maroc commencent (le sol, le plus agricole) ne fait que poser.

● CAMERA JE : LUDWIG... REQUIEM POUR UN ROI VIERGE. — Jeudi 10 août, TF 1, 22 h. Qu'on ne s'attende pas à trouver dans cette vie de Louis II de Bavière une reconstitution historique : le Récit pour un roi vierge de Hans-Jürgen Syberberg est davantage un fantasme esthétique autour de celui que l'on voit aujourd'hui comme un personnage de Wagner.

Dans ce vaste opéra imaginaire, que Syberberg ne se défend pas d'avoir agencé de façon intellectuelle, le moins surprenant n'est pourtant pas que des acteurs endossent deux rôles (Wagner est ainsi joué par un naïf et par une femme qui « ressemble à Jean-Louis Barrault ») : Hitler en personnage surgit de l'avenir, du travers d'une prémonition que Louis, possédé et « voyant », aurait eue. Apparaît également le romancier populaire Karl May (contemporain de Jules Verne), le premier à avoir écrit sur le roi fou après sa mort.

Syberberg met en scène le monde intérieur baroque de Louis II, tel qu'il l'obsède lui-même, hanté de culture et de mythes germaniques, brouillant la chronologie, rapprochant le romantisme allemand de Freud et de Brecht. Les deux œuvres suivantes du cinéaste, consacrées à Karl May et à Hitler, ont achevé une trilogie sur l'histoire de l'Allemagne, commencée avec Ludwig.

Les films de la semaine

— de la dactylo arrivée vue par Anita Loos. Mise en scène ironique, caustique, sur un symbole sexuel en action. Ce film américain, tourné en 1932, est inédit en France.

● L'AUTRE, de John Cromwell. — Lundi 7 août, TF 1, 20 h. 30.

Le romanque hollywoodien d'avant-guerre, dans la lignée du célèbre Rack Street. La matresse, femme qui vit en marge, est le personnage sympathique. La femme légitime mariée par intérêt, est une sorte de monstre. Superbe trio de vedettes : 1942 dans le rôle d'« Annie », Kay Francis (aujourd'hui oubliée) et Cary Grant.

● LA BRIGADE DU DIABLE, d'Andrew McLaglen. — Lundi 7 août, FR 3, 20 h. 30. Inspiré, sans doute, par le succès des Douze Salopards, d'Aldrich. Des criminels et des voleurs deviennent soldats d'élite dans le campagne d'Italie en 1943. Histoire vraie d'une unité de choc américano-canadienne pour un western militaire où Andrew McLaglen met toute la gamme de l'émotion exemplaire.

● RÉVÉRIES D'AMOUR, de Morton Kaelin. — Mardi 8 août, A 2, 20 h. 30. Film hongrois inédit qui retrace la vie de Franz Liszt compositeur romantique et ardent amoureux. Le réalisateur Martin Kaelin (mort en 1973), décoré trois fois du Prix Kossuth, avait reçu le titre d'« artiste éminent de la République populaire hongroise ». Il avait copié le scénario de cette œuvre, au musicologue Imre Kesz, tourné sur les lieux où passa Liszt. Il s'était aussi assuré le concours des pianistes György Cziffra et Sviatoslav Richter.

● UN CAPRICE DE CAROLINE CHÉRIE, de Jean Devaivre. — Dimanche 6 août, TF 1, 17 h. 10. Un portrait complexe du général Custer, par rapport à la politique américaine d'extermination des Indiens. Doit beaucoup au comédien britannique Robert Shaw, car la réalisation, en sacrifiant aux lois du grand spectacle, n'arrive pas à démythifier le héros douteux.

● RED-HEADED WOMAN, de Jack Conway. — Dimanche 6 août, FR 3, 22 h. 40. Jean Harlow tombe en roux ses cheveux blond platine, brise un ménage, va d'homme riche en homme pauvre, se fait pincer avec ses chauffeurs et n'est pourtant jamais punie. Triomphe immortel — étonnant pour l'époque

— de la dactylo arrivée vue par Anita Loos. Mise en scène ironique, caustique, sur un symbole sexuel en action. Ce film américain, tourné en 1932, est inédit en France.

● LES CHEVALIERS DU TEXAS, de Ray Enright. — Mardi 8 août, FR 3, 20 h. 30. Des Texans dans les remous de la guerre de Sécession. Un western usiné chez Warner avec la coquetterie de l'époque, la fade Alexis Smith, en châtresse de saloon, nommée Rouge de l'Est ! Du kitsch hollywoodien.

● LA PLUS GRANDE HISTOIRE JAMAIS CONTÉE, de George Stevens. — Mercredi 9 août, A 2, 15 h. Celle de Jésus et, sans doute, la plus exploitée par le cinéma. Avec Stevens, une grande machine spectaculaire qui bénéficie de tous les progrès techniques de 1964 et resta fidèle à la tradition religieuse. Seule surprise : Jésus est interprété par Max von Sydow, échappé de chez Bergman.

● TONY ROMÉ EST DANGEREUX, de Gordon Douglas. — Mercredi 9 août, FR 3, 20 h. 30. Inspiré des séries noires de Judd, plutôt bien, d'ailleurs. Univers corrompu et détective privé qui joue les justiciers. La Floride s., remplacé la Californie de Chandler en Frank Sinatra donne vie à son personnage sans chercher à recréer le mythe, Bogart.

● LE GRAND AMOUR, de Pierre Esch. — Jeudi 10 août, A 2, 20 h. 30. Pour Etair, la réalité comique reste inséparable de l'imaginaire. Pierrot linaire qui examine à la loupe la banalité de l'existence, il brode sur un scénario à la trame légère des pags fins, discrets, poétiques ; il invite au sourire et à la mélancolie.

● LA CHARTREUSE DE PARME, de Christian-Jaque. — Jeudi 10 août, FR 3, 20 h. 30. Quand le cinéma français cherchait la qualité dans les adaptations littéraires. Cette illustration soignée de la Chartreuse, destinée au grand public, fut rejetée par les stendhaliens. Qu'elle ait vaincu, le grand public suivit et on aime toujours revoir Gérard Philipe en héros romantique, Maria Casarès, Renée Faure, Louis Salou, etc., dans les décors et paysages italiens.

● LA VIE FACILE, de Francis Waring. — Vendredi 11 août, A 2, 22 h. 35. On commente la confrontation d'Henri Serre, dans un rôle d'antagoniste baroudeur paumé qui aurait mieux convenu à Maurice Ronet, et de la communauté marginale du Magic Circus agitant ses oripeaux tourne court au fil d'un exercice de style hétéroclite.

● L'APPAT, d'Anthony Mann. — Dimanche 13 août, TF 1, 17 h. 55. Quatre hommes et une femme dans l'Ouest sauvage. Des âmes face à une nature qui peut être hostile, la rigueur d'une égaré dans la réalisation. C'est épuré, simple, cela ne vieillit pas. C'est un grand western d'Anthony Mann.

● LE FILS DE CAROLINE CHÉRIE, de Jean Devaivre. — Dimanche 13 août, TF 1, 20 h. 30. Il s'appelle Juan, se croit espagnol et, en digne fils de sa mère, ne peut être qu'un « Don Juan ». Il fait à la fois la guerre (en Espagne, sous Napoléon I^{er}) et l'amour. Jean-Claude Pascal n'est pas devenu un mythe comme Martine Carol mais la petite brune qu'il prend longtemps pour sa sœur et dont il fera sa femme, c'est Brigitte Bardot encore ingénue.

● INTERMEZZO, de Gustaf Molander. — Dimanche 13 août, FR 3, 22 h. 40. Une jeune fille amoureux scénariste sa passion à la paix d'un ménage. Cette « love story » médiocre attire l'attention des Américains sur le jeune Ingmar Bergman, populiste dans son pays autant que Garbo, et Intermezzo a été donc, pour elle, le chemin de Hollywood. On a pu voir, jadis, le remake américain de Gregory Ratoff.

● OPERATION JAPON, de Blake Edwards. — Lundi 14 août, TF 1, 20 h. 30. L'odyssée burlesque d'un sous-marin hors d'usage pendant la guerre dans le Pacifique contre les Japonais. A mi-chemin entre la comédie américaine et les films d'humour anglais. Cary Grant et Tony Curtis sont irrésistibles.

● L'ATTENTAT, d'Yves Boisset. — Lundi 14 août, FR 3, 20 h. 30. L'affaire Ben Barja transposée en fausse fiction politico-policière. Les qualités de metteur en scène de Boisset mais aussi son manque de goût et son goût des effets. Ce cinéma-là est plus proche de Cayatte que de Francesco Rosi.

J.P. - 1.50

Journal de l'ISO

équipement

TRANSPORTS

ENVIRONNEMENT

A PROPOS DE...

Une visite de M. Le Theule en Savoie et en Haute-Savoie

La montagne malade de ses routes

M. Joël Le Theule, ministre des transports, en visite jeudi 3 et vendredi 4 août en Savoie et en Haute-Savoie, a annoncé quelques mesures pour améliorer les infrastructures routières dans ces départements de montagne, mais, à l'issue de ce voyage, les élus locaux ne se sont pas montrés satisfaits des propos du ministre.

M. Le Theule a pourtant promis une aide de 90 millions de francs pour les routes de la Savoie, établie sur 1978 et 1979. Devant l'urgence et l'ampleur des travaux à effectuer dans le département de la Savoie, qui, affirme M. Louis Besson, président-socialiste du conseil général, « est malade de ses routes », le ministre des transports n'a, semble-t-il, apporté que quelques « remèdes aux difficultés actuelles de ce réseau ».

L'ouverture, annoncée officiellement pour la printemps 1980, du tunnel du Fréjus, pose à la vallée de la Maurienne de sérieux problèmes. On prévoit que le « tube », long de 12,5 kilomètres, qui reliera la France à l'Italie, fera passer le trafic de six mille véhicules/jour à quinze mille, dont un tiers de camions. Les caractéristiques de cette route ne permettant pas actuellement un trafic fluide. Les déviations de Saint-Jean-de-Maurienne et de Saint-Albin-de-Maurienne, qui a annoncé le ministre, seront accélérées, risquant de remettre en question la circulation sur cet axe international. M. Pierre Dumas, président de la Société du tunnel sous le Fréjus, reconnaît toutefois que « le minimum indispensable a été acquis », mais prévient déjà « des premiers mois difficiles en 1980 » sur l'itinéraire conduisant au tunnel. Quant au défilé de la Maurienne, M. Jean-Pierre Cot (P.S.), il a rappelé que M. Olivier Guichard, alors ministre de l'équipement, « a dit, lors de l'inauguration de l'autoroute de Bourgoin, en novembre 1973, annoncé la construction de « l'autoroute de Maurienne » ».

En venant à Chambéry, le ministre des transports s'était fixé pour principal objectif de trouver une solution aux difficultés actuelles que rencontre la construction de la voie rapide urbaine (V.R.U.) de Chambéry. En effet, les autoroutes Lyon-Chambéry, Annecy-Chambéry et Grenoble-Chambéry, construites par la Société des autoroutes

L'Allemagne fédérale à l'heure de l'écologie

(Suite de la première page.) Les cités les plus industrielles de la Ruhr — il est vrai reconstruites depuis la guerre — ont perdu leur patine de crasse et de fumées. Pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères, certaines municipalités sont exemplaires comme celle de la Vieille et célèbre ville universitaire d'Heidelberg, cent cinquante mille habitants, dans le Land de Bade-Wurtemberg.

Villages déplacés et reconstruits

Les entreprises industrielles — au moins les plus notables d'entre elles — montrent volontiers leurs réalisations en faveur de l'environnement. La société Rheinbraun, par exemple, exploite méthodiquement, et depuis un demi-siècle, la gigantesque gisement de lignite qui s'étend entre Cologne et Ahrweiler, par exemple, les impitoyables décharges de plaques fossiles, se trouve à fleur de terre. On ouvre donc des carrières dans lesquelles des excavateurs énormes, conduits par des équipages de mécaniciens, creusent le sol au rythme de 200 000 tonnes par jour. Des bandes transportées et des convois ferroviaires acheminent le lignite vers six centrales électriques. L'une de ces exploitations, opportunément baptisée « Fortuna », large de 1 500 hectares et profonde de 300 mètres, est la plus vaste mine à ciel ouvert du monde. A ciel ouvert depuis des décennies, le paysage devrait être l'un des plus hideux et des plus chaotiques du globe. Il n'en est rien.

Le loess de surface, éminemment fertile, est mis de côté, le lignite, exploité vers les centrales, et le sable immédiatement déversé de l'autre côté de la carrière, qu'il comble ainsi au fur et à mesure. Lorsqu'un village se trouve sur le chemin des excavateurs, on le reconstruit un peu plus loin. Vingt mille habitants ont été ainsi déplacés et réinstallés dans des constructions neuves. Sur les 7 000 hectares qui ont été exploités, 5 000 sont aujourd'hui couverts de forêts, où l'on chasse le gros gibier, 4 000 sont des propriétés agricoles à haut rendement, 700 ont été convertis en lacs agrémentés de plages et de bases de loisirs. Le paysage est si minutieusement remodelé que — cette même plaine — est devenue une région presque attrayante.

Autre pari apparemment impossible, celui tant de Ludwigshafen, par la B.A.S.F., la seconde entreprise chimique

domestiques, déposés dans des poubelles hermétiques distribuées par la municipalité, sont transformés en un modèle du genre. Le compost est vendu selon sa composition, soit aux vigneron, soit à une fabrique d'égloné. Les sobants déchargés en compost dans une usine qui est normalement les bourgs de l'arrondissement, ont été réduites à trois, soigneusement contrôlées. Dans le Neckar, les poissons reviennent et quiconque y jette des ordures est passible d'une amende.

et constamment surveillée. Dans trente ans, cette petite montagne bossée sera un parc municipal de loisirs de 80 hectares. « Ces quelques exemples n'ont pourtant pas réussi à rassurer l'opinion. Car, en certaines régions, la densité des usines, des autoroutes, des aéroports est telle que, même muselés au maximum, les nuisances restent énormes. Les tonnages de poussières et de gaz toxiques projetés dans l'atmosphère sont à la mesure de la puissance industrielle allemande. Les aéroports sont fermés la nuit, mais il reste le grondement permanent des dix-huit millions de véhicules qui circulent sur un territoire moitié moins grand que la France. B.A.S.F. a beau dépenser, en six ans, l'équivalent de 3,8 milliards de francs pour combattre ses nuisances (soit deux fois le budget du ministère français de l'environnement pendant ces mêmes années), elle continue à polluer le Rhin comme une ville de six cent mille habitants.

Aussi lorsque les projets de centrales nucléaires ont commencé à se multiplier y a-t-il eu, en Allemagne, comme un phénomène de ras-le-bol. Les comités de citoyens ont com-

mencé à se multiplier. D'abord contre le nucléaire. Manifestations violentes ont révélé l'inquiétude de la jeunesse. Par des procès, les écologistes ont réussi à retarder et même à stopper quatre chantiers de centrales. De véritables brain-trust composés de scientifiques de multiples disciplines se sont constitués, à Heidelberg par exemple. Ils mènent des recherches, procèdent à des analyses sur des échantillons venus des quatre coins d'Europe, publient des rapports qui impressionnent les cours de justice. C'est de la contestation froide, ultra-sérieuse, à l'allemande.

Mais derrière le nucléaire tout le reste, à présent, s'engouffre : la défense de l'air, du silence, des sites, de la nature. L'Association fédérale pour la protection de l'environnement groupe mille cent comités. Les listes vertes descendent dans l'arène politique. Dans la société allemande trop des écoliers et des écologistes introduisent un doute corrosif.

MARC AMBROISE-RENDU.

groupes de travail pour étudier différents projets d'aménagement du massif du Néouvielle. Une foule d'impact en cours. En attendant, les décisions du conseil général, le camping et le caravanning ont été interdits sur la réserve et les voitures ne peuvent plus stationner entre le lac d'Orédon et le parking aménagé près de celui d'Aubert.

Le 24 mai dernier, le Conseil national de protection de la nature avait pris position contre la « route des lacs » qui, selon lui, dégrade le patrimoine naturel. Il a demandé l'interdiction de la circulation automobile et même la suppression de la route.

La réserve du Néouvielle, créée en 1955, est en effet menacée par une route qui monte jusqu'au lac d'Aubert à 2 250 mètres et se termine en cul-de-sac. En 1976, elle a facilité l'accès de la réserve à deux cent quatre-vingt mille visiteurs dont il a fallu ensuite ramasser les papiers gras pendant vingt jours. Les associations demandent donc que la route soit coupée à Orédon.

Dès cette année, le préfet des Hautes-Pyrénées a constitué un

Dans les Hautes-Pyrénées

La campagne pour protéger la réserve naturelle du Néouvielle a déjà recueilli 20 000 signatures

De notre correspondant

Tarbes. — La campagne nationale lancée par le Club alpin français pour obtenir la protection totale de la réserve naturelle du Néouvielle (Hautes-Pyrénées) a recueilli plus de vingt mille signatures. C'est ce que vient d'annoncer M. André Alchebelec, responsable de cette opération et maître assistant à l'université de Bordeaux. La campagne atteindra son point culminant le 19 août pulgane un vaste rassemblement est prévu au lac d'Orédon, « porte » de la réserve. Les associations de protection de la nature se sont associées au Club alpin français pour faire de cette manifestation d'information une réussite.

Le 24 mai dernier, le Conseil national de protection de la nature avait pris position contre la « route des lacs » qui, selon lui, dégrade le patrimoine naturel. Il a demandé l'interdiction de la circulation automobile et même la suppression de la route.

GILBERT DUPONT.

OTS CROIS

PROBLEME N° 218

1 2 3 4 5 6 7

IMPORTANT TRAVAUX SUR LE PAQUEBOT «FRANCE» POUR Y AMENAGER TROIS HOTELS

Un porte-parole du groupe Tag qui préside l'homme d'affaires saoudien, M. Akram Ojeh, a confirmé vendredi 4 août que des travaux d'aménagement du paquebot France, ancré au Havre, étaient en cours depuis quelques jours. Les coûts de 130 millions de francs et ne seront pas achevés avant la fin de l'année. Il s'agit d'agrandir la surface habitable du navire et dans ce but, de réaménager notamment les espaces qui étaient occupés par la salle des machines. Le groupe Tag, propriétaire du France depuis octobre 1977, créera à bord de ce navire un hôtel de catégorie luxe, un autre hôtel trois étoiles et un hôtel de tourisme, ce qui permettra d'offrir au total mille deux cents à mille trois cents chambres.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 5 août 1978 :

DES DECRETS

- Fixant le nombre des autorisations individuelles d'exercice à accorder au titre de l'année 1977. (Santé publique et famille.)
- Portant statut particulier du corps des urbanistes de l'Etat.
- Relatif à la réduction en cas d'hospitalisation des indemnités journalières et des pensions d'invalidité de certains salariés assurés sociaux.

TROP D'ABUS DANS LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES CONCÉDÉS SUR LES AUTOROUTES

M. René Monory, ministre de l'économie, vient d'inviter les automobilistes à lui faire part de leurs réclamations sur le fonctionnement des différents services concédés sur les autoroutes (stations-services, dépannage, restaurants, etc.). « En raison de l'intensité de la circulation, de nombreuses plaintes sont actuellement enregistrées », a indiqué le ministre. Les entreprises concessionnaires ont des obligations strictes pour ce qui concerne les horaires d'ouverture et les services rendus », précise-t-il.

M. Monory a demandé à la direction générale de la concurrence et de la consommation d'examiner attentivement ces conditions de concurrence et d'information des consommateurs dans le secteur des services concédés sur les autoroutes. Dans l'immédiat, les automobilistes qui auraient des réclamations précises à formuler peuvent adresser leurs plaintes à la boîte postale 5 000 du département dans lequel ils ont constaté des abus.

● L'autoroute de liaison C6 fermée pour travaux. — Le branchement C 6 de l'autoroute du Sud, qui assure la liaison avec l'autoroute de Chartres-Orléans, sera fermée pour travaux jusqu'au 23 août en direction de la province, fait savoir le Centre technique régional d'exploitation routière (C.T.R.E.R.). Il est demandé aux automobilistes se dirigeant vers Chartres et Orléans d'éviter de prendre l'autoroute du Sud au départ de Paris. Des itinéraires de remplacement sont conseillés par la porte de Saint-Cloud et la voie rapide F 18, ou par la porte de Châtillon et la R.N. 306, ou par la porte d'Orléans et la R.N. 20.

● Grève du siège des douaniers espagnols. — Le passage de la frontière franco-espagnole au poste de Bourg-Madame-Puigcercada (Pyrénées-Orientales) a été sérieusement perturbé, vendredi 4 août, par une grève du siège des douaniers espagnols.

URBANISME

Vingt-huit membres du personnel de l'Établissement public de l'étang de Berre sont licenciés

De notre correspondant régional

Marseille. — En signe de solidarité avec vingt-huit salariés de l'Établissement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre (EPAREB), le conseil d'administration des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., une grève de vingt-quatre heures a été observée vendredi 4 août par l'ensemble du personnel des organismes d'aménagement des villes nouvelles. Les syndicats voient par ailleurs dans cette procédure de licenciement pour cause économique ordonnée par le ministre de l'environnement et du cadre de vie, M. Michel d'Ornano — qui a visité ce même vendredi la ville nouvelle de Marne-la-Vallée dans la région parisienne, — le début d'un processus visant à la liquidation des établissements publics des villes nouvelles.

En juin 1977, après avoir été porté à la présidence de l'EPAREB, M. Gaston Defrenne, député P.S. et maire de Marseille, avait demandé qu'un bilan précis et complet de l'activité passée de l'établissement public fut officiellement établi. C'est aujourd'hui sur le rapport de la mission d'études envoyée sur place que M. d'Ornano s'appuie pour faire procéder au licenciement de vingt-huit salariés sur vingt-six. Le rapport de MM. Philippe Baer, conseiller-maire à la Cour des comptes, et François Lévy, ingénieur général des ponts et chaussées, estimait que, « si un accord avec les collectivités locales pouvait assurer à l'EPAREB un rythme d'activités de l'ordre de huit cent cinquante logements par an et la garantie des emprunts qu'il devra contracter, une réduction importante du personnel de l'EPAREB et la réorganisation de l'établissement permettraient d'assurer sa survie jusqu'à la fin de 1980 ».

Le conseil d'administration de l'EPAREB, dans lequel siègent depuis mars 1977 cinq élus de gauche sur six — et cinq représentants de l'Etat — a cependant refusé le 4 juillet dernier de prendre en considération ces licenciements, estimant que c'était à l'Etat d'assumer ses responsabilités. La liste des vingt-huit salariés menacés de licenciement concerne toutes les catégories de personnel de l'EPAREB, dont cinq cadres supérieurs. Pour les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. elle s'apparente à un « régime de comptes » visant les représentants du personnel. Les syndicats ne contestent pas certes que le volume de travail de l'EPAREB ait diminué par rapport aux prévisions d'activité faites en mars 1973. « Mais ces prévisions n'ont pas été prises en compte », ont-ils déclaré. Les objectifs du VII^e Plan ont été également être sensiblement révisés puisque l'on ne prévoit plus aujourd'hui que la construction de deux mille logements au lieu de six mille. Les syndicats considèrent toutefois qu'une disparition éventuelle de l'EPAREB ne résoudrait en rien les problèmes d'aménagement de la région. Les collectivités locales concernées estiment elles-mêmes que cette structure peut leur servir, mais qu'elle doit être mieux adaptée à leurs besoins. « Vouloir vendre du logement à tout prix pour justifier de son existence est une manœuvre tactique », explique une déléguée syndicale de l'EPAREB, Mlle Josette Sampieri. Une meilleure concertation avec les représentants des populations concernées est nécessaire. GUY PORTE.

APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX INTERCONNEXION TUNISIE-ALGÉRIE

Dans le cadre du projet Interconnexion Tunisie-Algérie, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (S.T.E.G.) se propose de lancer séparément deux appels d'offres internationaux, l'un pour les postes et l'autre pour les lignes en vue de passer commande pour les études, le transport, la fourniture, la construction et la mise en service industriel des ouvrages suivants :

- 39 km de ligne 225 kV Metlaoui - Jebel-EI-Onk (tronçon Metlaoui-frontière) ;
- 25 km de ligne 225 kV Tajerouine - El-Aouinet (tronçon Tajerouine-frontière) ;
- Equipement d'une trémie 225 kV, départ El-Aouinet, du type « Ring Bus » au poste 225 kV de Tajerouine ;
- Equipement d'une trémie 150 kV, départ Jebel-EI-Onk, au poste 150/30 kV de Metlaoui.

Les mises en service de ces ouvrages seront effectuées comme suit :

- Ligne Metlaoui - Jebel-EI-Onk : 1^{er} février 1980 ;
- Ligne Tajerouine - El-Aouinet : 1^{er} juin 1980.

Les constructeurs désireux de soumissionner peuvent retirer les dossiers des appels d'offres au siège social de la S.T.E.G. (Département de l'Équipement, 38, rue Kemal-Atatürk, TUNIS, Tunisie) ou se les faire adresser, moyennant le versement de 100 (cent) dinars tunisiens ou leur équivalent en monnaie étrangère, par appel d'offres, à partir du 26 juillet 1978.

La date limite du retrait des dossiers est fixée pour le 10 août 1978.

SOCIAL

Baisse des effectifs de salariés immigrés entre 1973 et 1976

Le pourcentage des salariés immigrés, par rapport à l'ensemble des salariés, est passé de 12,4 % à 10,5 % entre 1973 et 1976, selon une enquête réalisée par le ministère du travail.

hors Maghreb, 65,7 % des Algériens, 65 % des Marocains, 59,2 % des Tunisiens sont ouvriers spécialisés ou manoeuvres, alors que ce pourcentage est de 53,8 % pour les Portugais, 42,3 % pour les Espagnols et 35,1 % pour les Italiens.

C'est dans le secteur de l'hygiène que la proportion de main-d'œuvre étrangère est la plus forte — 30,2 % contre 27,2 % dans le bâtiment et le génie civil, 20,1 % dans la construction automobile, 5,4 % dans le secteur tertiaire et 3,2 % dans l'imprimerie et l'édition.

Présentant les premiers résultats de cette enquête, le ministre du travail en précise les limites. Les bases pour 1973 et 1976 ne sont en effet pas identiques. De plus, l'enquête ne couvre que les établissements de dix salariés et plus, et à l'exclusion des secteurs de l'agriculture, des administrations publiques, des services domestiques, des grandes entreprises publiques ou nationalisées.

Cependant, la tendance à la baisse des effectifs des salariés immigrés — objectif souhaité par M. Lionel Stoléru — paraît certaine. A quelques nuances près. En effet, selon des chiffres du ministère de l'Intérieur, le nombre d'étrangers résidant en France et munis d'une carte de séjour en cours de validité a diminué entre le 31 décembre 1973 et le 31 décembre 1976, mais a augmenté l'an dernier (+ 0,5 %). La répartition (1) par principales nationalités en 1976 est à peu près semblable dans les deux enquêtes. Sauf en ce qui concerne les Italiens, les Portugais et les Belges : ils sont en effet les plus nombreux à résider en famille sur le sol français.

(1) Selon l'enquête du ministère du travail, cette répartition est la suivante : Portugais 24,7 %, Algériens 24,1 %, Marocains 10,8 %, Italiens 11,4 %, Espagnols 9,4 %, Tunisiens 4,6 %, Autres Africains 3 %, autres citoyens de la C.E.E. 3,1 %, autres nationalités 9,2 %.

Un bilan de l'ouverture sociale

(Suite de la première page.)

S'est-il borné à remplacer « la substance par la fonction », comme l'en accuse la C.G.T. par la voix de M. Krasucki ?

Certes, par comparaison avec le désert contractuel de 1977, les deux mois qui viennent de s'écouler offrent une relative fertilité. Cependant, une égalité égale à celle du passé sur nombre de problèmes énumérés dans la lettre-programme de M. Barre. Le patronat est resté fidèle à la méthode tendant, avant tout, à gagner du temps. C'est ainsi qu'a été reporté à l'automne le dossier de l'emploi. Il en est de même pour « l'adaptation et la simplification » des régimes d'aide au chômage, affaire qui ne pourra cependant être longtemps étudiée, car, en cas de succès, les calendriers, à la fin de l'année, seraient dans l'incapacité de faire face à l'indemnisation des chômeurs.

Enfin, le gouvernement comptant d'ailleurs saisir l'occasion pour réduire les prestations. La réduction de la durée de travail et l'amélioration de ses conditions n'ont pas été traitées davantage.

Le minimum réel de rémunération

Finalement, le bilan porte essentiellement sur les accords salariaux. Le gouvernement, sans beaucoup déroger à la rigueur financière, a renoué les fils brisés dans la fonction publique avec F.O. et la F.E.N. l'an passé.

Mais il n'a pu rallier ni la C.G.T. ni la C.F.D.T., pas plus que dans le secteur nationalisé. M. Barre a aussi lâché du lest pour les personnels de la Sécurité sociale, au point que la C.F.D.T. a approuvé les propositions qu'elle avait jugées inacceptables pendant dix ans. Cela a aussi été le cas pour les arsenaux, où un accord unitaire a été obtenu, après trois semaines de grève, il est vrai.

Dans le secteur privé, le premier ministre avait préconisé la fixation d'un « minimum réel de rémunération ». Chacun des négociateurs, dans une conception parfois diamétralement opposée, avait à l'esprit le chiffre d'opinion publié par la gauche durant la

dernière campagne électorale : « 2 400 F pour tous ». C'était l'objectif des syndicats (avec parfois une multiplication par 13) dans des discussions engagées en vue de fixer une garantie annuelle de rémunération. Il n'a été atteint dans aucun des trente accords environ de portée nationale recensés par le C.N.F.P. Les 2 400 F n'ont été frôlés ou dépassés que dans quelques cas concrets par l'Etat : la fonction publique, la Sécurité sociale, les arsenaux. Au vrai, le champ d'application des trente protocoles n'est pas négligeable, mais il n'intéresse encore qu'environ un million huit cent mille salariés sur les douze millions du secteur privé (1).

D'importantes branches restent à l'écart. Certaines discussions aboutiront sans doute à la rentrée, mais cela paraît exclu, notamment dans le bâtiment, où le patronat subordonne son attitude aux mesures d'accompagnement qu'il attend du gouvernement (liberté de répartition des prix, retour à la régionalisation des indices, garantie pour les carnets de commandes).

Plus paradoxales encore peuvent apparaître les jugements respectivement portés par l'un et l'autre des deux alliés « terribles », alors que n'étaient pas encore échabés leurs signataires juxtaposés au bas du protocole de la métallurgie. « Il y a là des bases saines, des objectifs et un

Tandis que F.O., la C.F.T.C., la C.G.C., les autonomes, travaillent dans le regain de la politique contractuelle la justification d'une persévérance souvent mise à l'épreuve, la C.G.T. et la C.F.D.T., tout en affirmant une volonté de négocier, abordent chacune les réunions paritaires avec des convictions bien différentes.

Pour la première, preuve allait être faite, une fois de plus, qu'il n'y avait rien à attendre de ce « gouvernement, de ce » patronat, et que le changement de régime restait l'unique espoir. La C.F.D.T., au contraire, mettait provisoirement en veilleuse ses aspirations au socialisme autogestionnaire, avait son action sur des objectifs purement syndicaux et sociaux, se flattant de contraindre aux concessions les acteurs démenteurs du pouvoir. Cependant, en fin de parcours, cégétistes et cégétistes se retrouvent au coude à coude.

Le soupçon du réformisme

La C.G.T. a paraphé une quinzaine des accords évoqués plus haut et la C.F.D.T. une dizaine. L'un et l'autre, selon de subtiles critères, ont parfois accepté ici ce qu'ils rejettent ailleurs. Par exemple, à l'inverse de la C.F.D.T., la C.G.T. a donné son approbation dans le commerce de gros, les matériaux de construction, l'imprimerie, l'édition ; la C.F.D.T. faisant de même dans l'industrie laitière, l'industrie frigorifique, la bijouterie ou les organismes de sécurité sociale.

Pour ce qui est de quelle soit l'ouverture sociale n'est pas niable. Un bref bilan en montre les limites, qui écartent et à la sous la poussée revendicative et syndicale l'évolution de l'Etat d'après, en divers secteurs, compte davantage que les concessions amorcées.

Le constat, s'en servir pour planer tout ce qui peut être, n'est pas fatalement « sombrer dans le réformisme », comme M. Krasucki et les autres dirigeants cégétistes en soupçonneront la C.F.D.T. M. Edmond Maire n'ignore pas que le recontour de sa centrale n'est pas compris par tout le monde, y compris par ses propres militants. Ce sera sans doute, discours préparé la veille par celui de M. Georges Ségué et suivi le 8 par celui de M. Bergeron.

JOANINE ROY.

AFFAIRES

M. RENÉ CAHLE (R.P.R.) : L'ACCORD RENAULT-MACK PEUT ÊTRE DANGEREUX

(De notre corresp. régional.)

Lyon. — La perspective d'un accord de commercialisation entre la société américaine Mack — filiale du groupe Signal — et Renault-Véhicules industriels (le Monde du 28 juillet) suscite l'inquiétude de la fédération du Rhône du R.P.R. M. René Cahle, député de la 1^{re} circonscription de Lyon, a rendu public, vendredi 4 août au cours d'une conférence de presse, la question écrite qu'il pose à M. Giraud, ministre de l'Industrie, sur « la distribution par R.V.I. de véhicules Mack sur le marché français, en concurrence directe avec les véhicules Berliet et en particulier avec la gamme « travaux publics » de l'ex-société lyonnaise ». Commentant cette convention, le député du Rhône a déclaré : « On ne peut que se féliciter des intentions de la direction de R.V.I. de vouloir pénétrer le marché américain. Mais le poids lourd américain est puissant, bien structuré, bien organisé, et je doute fort qu'il ait une possibilité de pénétration aux Etats-Unis. En revanche, dans le haut de gamme Berliet est compétitif, et cet accord risque de réduire ses capacités. C'est pourquoi je considère qu'il peut être dangereux. » — E. E.

JAMAHIRYAH ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE Conseil de revalorisation et de développement agraires. Le comité exécutif de la région de Diebel-Al-Akhdar lance un appel d'offres relatif à la réalisation du projet agricole de Ghout-Al-Sultan comprenant les travaux suivants : CAHIER N° 2 L'exploitation des eaux de surface comprend divers travaux qui sont : Cahier 2-1 : barrages et barrages de rétention ; Cahier 2-2 : réservoirs souterrains pour le stockage des eaux de surface et installation de canalisations reliant les barrages aux réservoirs. CAHIER N° 3 Exploitation des eaux souterraines. CAHIER N° 4 Stations de pompage des eaux et réservoirs à l'usage des exploitations agricoles. Deux catégories de travaux sont prévues : Cahier 4-1 : travaux de construction ; Cahier 4-2 : fourniture et installation de matériels mécaniques et électriques. CAHIER N° 5 Le réseau d'irrigation comprend : Cahier 5-1 : réseau d'irrigation principal ; Cahier 5-2 : réseau d'irrigation secondaire. CAHIER N° 6 Travaux de préparation du sol. CAHIER N° 7 Réseau d'eau potable. Les entrepreneurs locaux et internationaux spécialisés dans ces travaux et désirant soumissionner doivent retirer les documents relatifs aux cahiers susmentionnés auprès du siège du comité sis au Marj moyennant paiement de 100 (cent) dinars libyens. Leurs offres doivent être accompagnées d'un dépôt de garantie égal à 2 (deux) % de leur valeur soit en espèces, soit par certificat bancaire. Cette garantie devrait être augmentée de 10 (dix) % dès l'acceptation de l'offre. Les offres soumissionnées doivent parvenir au comité dénommé ci-dessus dans un délai d'un mois à partir de la date de parution de cette annonce. A noter également que le délai d'exécution des travaux indiqués est de 24 (vingt-quatre) mois à partir de la date de signature des contrats.

L'Etat patron a fait plus de concessions que les employeurs privés

Un bref bilan des négociations qui ont abouti en juin et juillet montre que les pouvoirs publics, sans consentir de substantiels déblocages de crédits ont parfois fait plus de concessions sur les salaires et les conditions de travail que les employeurs du privé. Toutefois, la situation dans les entreprises est souvent mal connue.

Dans le secteur public et nationalisé : les principales branches sont couvertes : après l'échéé total de 1977, les fédérations de fonctionnaires F.O., F.E.N., C.F.T.C. et C.G.C. (dont l'ensemble est majoritaire aux élections professionnelles) ont approuvé un « relevé de conclusions ». Le pouvoir d'achat, selon l'indice officiel des prix, est maintenu presque aussi efficacement qu'en 1976. Il progressera pour les petites catégories et les débuts de carrière de la catégorie moyenne (B) ; le supplément familial et les retraits sont améliorés ; le minimum mensuel est de 2 340 F (2 250 F dans la zone la plus défavorisée).

A la S.N.C.F., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont, à l'instar, refusé l'accord proposé par les autres fédérations et qui comporte des dispositions comparables à celles de la fonction publique. Tous les mineurs, en revanche, ont repoussé les propositions des Charbonnages de France. A l'E.G.F. et à la R.A.T.P., la reconduction des accords antérieurs est appliquée avec souplesse. D'autre part, la S.N.I.A.S. (aéronautique, 35 000 personnes), la C.G.T., F.O. et la C.F.T.C. ont signé un accord garantissant une augmentation de salaires de 5,5 à 10 % au 1^{er} octobre.

Dans les arsenaux (35 000 personnes), après trois semaines de grève unitaire, tous les syndicats ont approuvé le compromis dont les divers avantages (notamment une augmentation de salaire de 4,5 à 6,8 % et la garantie du minimum mensuel à 2 490 F) représentent 150 millions de charges supplémentaires pour l'Etat. Chez Renault, l'accord — à la carte — proposé par la direction a été accepté par la C.F.D.T. et par F.O. en ce qui concerne seulement les dispositions à caractère social. La C.F.T.C., la C.F.C. et le SIR ont, de plus, approuvé les dispositions visant le salaire des O.S., qui ne seront cependant pas appliquées faute de consensus suffisant. La C.G.T. répondra en septembre.

Aux caisses de sécurité sociale, seule la C.G.T. ayant refusé sa signature, les 160 000 salariés ont obtenu une progression du pouvoir d'achat supérieure à 1 % — 12 000 per-

Les négociations engagées sur les garanties annuelles de ressources : elles ont abouti, dans une vingtaine d'industries au niveau national.

Ces garanties sont variables : 1 800 F par mois dans la chaussure (succursales) ; 1 900 F dans le bois et l'aménagement ; 1 917 F dans les magasins d'alimentation ; 1 940 F dans le commerce et la réparation automobile ; 1 950 F dans le lait, les biscuits, chocolats ; 1 957 F dans les produits naturels ; 2 000 F dans le labour et les transports routiers ; 2 014 F dans le commerce (alimentation) ; 2 017 F dans les sucreries, raffineries ; 2 032 F dans la bijouterie ; 2 040 F dans le commerce en gros ; 2 060 F dans l'import-export ; 2 100 F dans la menuiserie ; 2 120 F dans l'édition ; 2 171 F dans l'industrie frigorifique ; 2 200 F dans les pâtes alimentaires.

Dans les banques, l'accord signé par la S.N.B.-C.G.C. et la C.F.T.C. porte le minimum mensuel à 2 412 F, par simple application du taux d'ajustement des salaires.

Dans la métallurgie : l'accord-cadre signé par toutes les fédérations, ne mentionne pas de chiffres. Mais il précise les modalités selon lesquelles les négociations devront être couvertes, au 15 septembre dans tous les départements. Il indique notamment les éléments inclus dans le calcul des ressources annuelles (primes diverses, treizième mois, etc.), à l'exclusion de l'ancienneté et de divers autres éléments sur la base de quarante heures de travail par semaine. En octobre, sera prévue une négociation sur la revalorisation salariale des carrières des travailleurs manuels, et dans le premier semestre 1979 regroupement des barèmes territoriaux.

Au niveau des entreprises : un bon nombre d'accords portent à 2 400 F ou plus le minimum mensuel. La C.G.T., pour sa part, en a signé plusieurs dans la région parisienne. Soit : Taylor (Paris-18^e), 2 400 F ; Leung Rémy (Paris), 2 400 F ; Rawl (Montreuil), 2 410 F ; Labesse (Meaux), 2 425 F ; SNECMA (R.P.), 2 475 F ; Andouart (Nanterre), 2 477 F ; Duvum (Gennevilliers), 2 500 F ; Secam (Gennevilliers), 2 500 F ; Hydexo (Bezons), 2 530 F ; Eram (Les Lilas), 2 574 F ; Solax (Nanterre), 2 594 F ; Mortenair (Lagny), 2 600 F ; Sotaky (Viry), 2 600 F ; Renault (R.P.), 2 622 F ; Dassault (France), 2 635 F.

calendrier précis pour mobiliser les travailleurs », disait M. Chénèque, leader des métallos C.F.D.T. et l'un des plus chauds partisans du « recontour » de sa confédération. Ses amis se réjouissent du « oui » de la C.G.T. qui leur épargnerait des commentaires trop laudatifs sur l'accord. Signe des temps, certains ne plaisaient à dire : « Autrefois, il nous arrivait de retenir notre signature parce que la C.G.T. avait refusé la sténose. Aujourd'hui c'est l'inverse ».

Au contraire, pour les dirigeants cégétistes, l'accord du 18 juillet est vide. Ils ne l'ont approuvé que pour participer à la suite des discussions (argument juridiquement discutable). Ces syndicalistes ne sont pas moins en contradiction avec eux-mêmes lorsqu'ils assurent que le rythme des accords ne dépasse pas la fréquence habituelle, tout en écrivant, pour justifier leur signature, que « d'importantes concessions ont été imposées de conclure » (2).

Le plus clair est que, sans « figurer » sur les détails, la grande centrale, mal tenue des secousses de la campagne électorale, préoccupée de son prochain congrès, a tout intérêt à ne pas s'isoler.

Pour ce qui est de quelle soit l'ouverture sociale n'est pas niable. Un bref bilan en montre les limites, qui écartent et à la sous la poussée revendicative et syndicale l'évolution de l'Etat d'après, en divers secteurs, compte davantage que les concessions amorcées.

Le constat, s'en servir pour planer tout ce qui peut être, n'est pas fatalement « sombrer dans le réformisme », comme M. Krasucki et les autres dirigeants cégétistes en soupçonneront la C.F.D.T. M. Edmond Maire n'ignore pas que le recontour de sa centrale n'est pas compris par tout le monde, y compris par ses propres militants. Ce sera sans doute, discours préparé la veille par celui de M. Georges Ségué et suivi le 8 par celui de M. Bergeron.

JOANINE ROY.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE LAFARGE

Rapprochement Lons Star Industries et Lafarge au Brésil. Lafarge S.A. et Lons Star Industries ont annoncé l'acquisition de la Compagnie Nationale de Ciment Portland (C.N.C.P.), actuellement aux mains de Lons Star qui conservera 40 % de C.N.C.P. après l'achat d'une participation de 60 % dans Compacim. Les activités brésiliennes de Lafarge comprennent des usines à ciment à Belo-Horizonte et Arax (Etat du Minas-Gerais) ; celles de Lons Star-C.N.C.P. comprennent une usine à Quatzenberg. Cet accord prévoit que la participation de 60 % que Lafarge détient dans la Compagnie Nationale de Ciment Portland (C.N.C.P.) sera transférée à la Compagnie Nationale de Ciment Portland (C.N.C.P.) actuellement aux mains de Lons Star qui conservera 40 % de C.N.C.P. après l'achat d'une participation de 60 % dans Compacim. Les activités brésiliennes de Lafarge comprennent des usines à ciment à Belo-Horizonte et Arax (Etat du Minas-Gerais) ; celles de Lons Star-C.N.C.P. comprennent une usine à Quatzenberg. Cet accord prévoit que la participation de 60 % que Lafarge détient dans la Compagnie Nationale de Ciment Portland (C.N.C.P.) sera transférée à la Compagnie Nationale de Ciment Portland (C.N.C.P.) actuellement aux mains de Lons Star qui conservera 40 % de C.N.C.P. après l'achat d'une participation de 60 % dans Compacim.

PORT DES PÉCHERIES DE PÉTERSHEAD

AVIS D'APPEL D'OFFRES AUX SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET AUX ENTREPRENEURS. Les ports de pêche sont bientôt ouvrir un appel d'offres pour la construction d'une extension longue de 100 m et de 12 m de portée à leur crête aux travaux existants, avec bureaux au-dessus (10 m) et services annexes. Les travaux comprennent également la fondation, la dalle de sol, l'axe de chargement, un mur de fond de 40 m, un mur de soutènement de 35 m, les voies d'accès et le surfacage. Les soumissionnaires doivent avoir la possibilité de figurer sur la liste des soumissionnaires sont priés de transmettre leur nom et leur expérience appropriée avant le 10 août 1978 à THE CLERK, Peterhead Harbour Harbour Office, Peterhead AB9 6DN (Grande-Bretagne).

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Faiblesse persistante du dollar

Les semaines se suivent et se ressemblent sur les marchés des changes. De recul en repli, de tassement en effritement...

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Table with columns for Place (London, New-York, Paris, Zurich, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Milan) and various exchange rates.

Notes reproduisant dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes...

Une reprise de la devise américaine s'amorçait sur la place japonaise, accentuée par des rumeurs...

Bourse de Paris

Coup d'arrêt à la hausse

En hausse à peu près continue depuis le début du mois de juillet, la Bourse de Paris n'est pas parvenue à redresser ses précédents exploits...

Faut-il s'en étonner ? Pour leur part, la grande majorité des professionnels estiment que ce coup d'arrêt à la hausse était prévisible et même souhaitable.

Bourses étrangères

NEW-YORK Euphorie collective

En dépit d'une telle fond économique qui demeure sombre, une véritable folie d'achat paraît s'être emparée des investisseurs cette semaine à Wall Street.

Sur le plan des cours, la meilleure séance a été celle de mercredi, à laquelle l'indice Dow Jones avait fait un bond de 22,78 points...

La balance commerciale, dont le déficit semestriel a beaucoup baissé, pourrait se retrouver en équilibre...

Table listing stock market indices for various countries like London, Tokyo, etc.

FRANCFORT Consolidation

Après la vive hausse enregistrée récemment, le marché semble entrer dans une période de consolidation...

Table with columns for Cours 28 juillet and Cours 4 août, listing various stocks.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du sucre et du cobalt

MÉTALUX. — L'après baisse des cours du sucre au Metal Exchange de Londres...

Cours des principaux marchés du 4 août

Table listing market prices for various commodities like metals, grains, and oil.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table showing weekly stock market indices for Paris.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Table listing actively traded securities and their prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table listing gold market prices.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Brusque tension

Après une semaine très calme, le foyer de l'argent au jour le jour est brusquement passé de 7/16 à 7/8 à vendredi.

un retour au calme et à la détente que l'on connaît depuis trois semaines. Les perpétuels du court terme n'ont pas eu d'impact sur le marché du terme...

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table showing transaction volumes for various markets and indices.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 30 décembre 1977)

Small table showing daily indices.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Table showing agent company statistics.

social... (Vertical text on the left margin)

VIS FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS GROUPE LEFÈVRE (Vertical text on the left margin)

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
- CULTURE : « Transfiguration » par Gabriel Matraff ; Sur le retour aux sources.
- 3. ÉTRANGER
- 4. PROXÈNE-ORIENT
- EUROPE
- AMÉRIQUES
- ASIE
- AFRIQUE
- 5. POLITIQUE
- 6. SOCIÉTÉ

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 A 13
— Au fil de la semaine : Réaménagements et aéroports, par Pierre Vianou-Ponté.
— Lettre de Venise, par Patrick Lecomte.
— La vie du langage, par Jacques Cellard.

RADIO-TELEVISION : Lire ces notes et la culture juive, par Jacques Steller ; Point de vue : L'UFA vu de l'intérieur, par Hervé Gosselin.

13-14. CULTURE

- 14. SPORTS
- 15. ÉQUIPEMENT
- 16. ÉCONOMIE
- 17. SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10 à 13)
FRUITILLON : Adieu Calton (2).
Informations pratiques (14) ; Carnet (14) ; Journal officiel (15) ; Métronome (14) ; Mots croisés (14) ; Loto (15).

LES DÉCHIREMENTS DU MOUVEMENT PALESTINIEN

APRÈS L'ASSASSINAT D'EZZEDINE KALAK

M. Yasser Arafat demande à tous les représentants de l'O.L.P. de dénoncer le rôle des services secrets irakiens

M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a déclaré vendredi qu'il n'y avait pas de représailles de l'O.L.P. en France, ni sur le sol européen. M. Soussa, interrogé sur Europe-1 après l'attentat, a affirmé que ce « conflit se résoudrait dans le monde arabe ». « Nous tenons à respecter la souveraineté des pays européens et à être dans la stricte légalité, car nous voulons en premier lieu être crédibles », a-t-il ajouté.

représentant de l'O.L.P. auprès de l'UNESCO, a déclaré vendredi qu'il n'y avait pas de représailles de l'O.L.P. en France, ni sur le sol européen. M. Soussa, interrogé sur Europe-1 après l'attentat, a affirmé que ce « conflit se résoudrait dans le monde arabe ». « Nous tenons à respecter la souveraineté des pays européens et à être dans la stricte légalité, car nous voulons en premier lieu être crédibles », a-t-il ajouté.

Au Pakistan

QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES AU COURS DE L'ATTAQUE DU BUREAU DE L'O.L.P.

Trois hommes en armes ont fait irruption, samedi 5 août, au siège de la mission de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), à Islamabad, au Pakistan, et ont tué quatre personnes, un policier pakistanais en faction devant le siège et trois Palestiniens.

Selon la police, les trois victimes palestiniennes sont M. Saïed, directeur de la mission de l'O.L.P., M. Mohammed Hussain, directeur de l'O.L.P., et Omar Khanfar, étudiant à la faculté de médecine de Rawalpindi. — (A.F.P.)

En Argentine

Le successeur du général Videla à la tête de l'État sera un militaire

Buenos-Aires (A.F.P.). — Les autorités militaires argentines ont achevé de définir, le vendredi 4 août, les attributions respectives de la junte militaire et du président Jorge Rafael Videla.

Le ministre de l'Intérieur, le général Albano Harguideo, a annoncé, de son côté, la création d'un comité militaire chargé des affaires exceptionnelles de l'État, qui sera composé du président, de son gouvernement et de la junte. Celle-ci sera responsable de la conclusion des traités de paix, d'alliance, de frontières, et de neutralité. Le pouvoir exécutif, aux mains du président Videla, sera chargé des autres traités, commerciaux et économiques notamment. Le président désignera les ministres et les juges, par son intermédiaire, les conviendra — tout comme les responsables des provinces — « pour l'information et l'assistance ».

La junte choisira à l'unanimité, six mois avant la fin du mandat présidentiel (ce lui du président Videla se termine en mars 1981), le premier magistrat parmi les officiers supérieurs des forces armées. Le président remplira un mandat de trois ans et ne pourra être réélu qu'une fois. Le général Videla, qui occupe le poste depuis 1976, ne pourra bénéficier de cette possibilité.

Le pouvoir exécutif nommera les gouverneurs de province, les diplomates et les chargés de mission avec l'accord préalable de la junte. Pour le choix de ces hauts responsables de la Cour suprême de justice, le pouvoir exécutif proposera à la junte un « triumvirat », et confirmera le choix fait par la junte.

Les nominations et remplacements des commandants en chef des armées, les observations estimant que les limites entre l'exécutif et la junte ne seront clairement tracées que dans la pratique.

III apparaît que la junte militaire assumera la réalité des pouvoirs, laissant au général Videla, resté au pouvoir, le rôle de chef de gouvernement et les fonctions représentatives d'un président de la République. On note, d'autre part, que les ministres argentins envisagent pas d'élections pour désigner le premier magistrat de l'État en 1981.

Le nombre du « Monde » daté 5 août 1978 a été tiré à 512 369 exemplaires.

A B C D E F G

La prise d'otages de l'ambassade d'Irak

L'UN DES TERRORISTES EST INculpé

L'un des auteurs de la prise d'otages de l'ambassade d'Irak, arrêté et blessé au cours de la fusillade déclenchée par le personnel de cette ambassade, a été inculpé vendredi 4 août par M. Guillaume Hanoteau, juge d'instruction, de « tentatives d'hostilité volontaire, arrestation illégale, séquestration de personnes, prise d'otages et infraction à la législation sur les armes ». L'homme, qui affirme s'appeler Hamed Abbas Hassan Hammami et être un « frère » de Saïd Hammami, représentant de l'O.L.P. en Grande-Bretagne, a été arrêté à la fin de la semaine, près de la salle de l'Hotel-Dieu, où il est soigné et gardé.

L'information judiciaire ouverte « à la suite de la prise d'otages » (un assaillant a réussi à prendre la fuite) ou possible, dont a pu bénéficier l'inculpé pour accomplir cette prise d'otages.

Après la prolongation de leur garde à vue, les assassins de M. Ezzedine Kalak, représentant de l'O.L.P. à Paris, Abdelkader Elam et Assad Kayed étaient toujours entendus par la police, dans la matinée de ce samedi 5 août.

Us devaient être inculpés en début d'après-midi. Selon les déclarations de M. Lucien Bitterlin, secrétaire général de l'association d'amitié franco-arabe, rapportées dans nos dernières pages, les deux hommes, qui ont été des habitués de la mission de l'O.L.P. M. Ibrahim Soussa, représentant l'O.L.P. à l'UNESCO, a pour sa part, qualifié Elam de « plus ou moins pro-Israël (...) endocriné, probablement aussi acheté ».

L'inhumation de Jacques Cepe, l'inspecteur de police tué le 31 juillet, lors de la fusillade de l'ambassade d'Irak, a eu lieu, vendredi 4 août, à Quillan (Aude), en présence d'un millier de personnes. Le même jour, les principales de son charbon. Ses yeux châtains sous l'arc nettement tracé des sourcils, sa longue tresse rousse maintenue par un ruban de velours noir, le large front dégagé, l'ovale resté si incroyablement pur, où l'ossature apparaissait de plus en plus nette avec les années, une silhouette fine, qui lui donnait par instants l'air d'un jeune fils. Des mains soignées, extraordinaires, qu'on ne pouvait voir que par les poignets offerts jadis par la mère de son premier mari, Ossip Brik. A son côté se tenait toujours, au bout d'une chaîne, deux anneaux avec les noms de Lili et de Malakowski, entremêlés. Lili roussa, le menton levé, l'œil qui pétillait, avide de tout connaître, d'écouter de la bouche de Lili, qui parlait le français et l'allemand comme le russe, avec cette sonorité qu'on nomme l'« accent russe », qui n'a rien à voir avec l'accent en français des Soviétiques. Une voix nette, fraîche, jeune...

Au cours du premier semestre

LE NOMBRE DE JUIFS ÉMIGRÉS D'U.R.S.S. A AUGMENTÉ DE 60 %

Le nombre de juifs émigrés d'U.R.S.S. a fortement augmenté au cours du premier semestre de cette année, soit une augmentation de plus de 60 % par rapport à la même période de 1977. — (A.F.P.)

EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Deux membres des Brigades rouges italiennes disparaissent

De notre correspondant

Rome. — Les services secrets italiens sont toujours en sursis de la cellule : ils ont laissé s'échapper deux des principaux membres du mouvement « historique » des Brigades rouges qui étaient en liberté provisoire et qui sont retournés à la clandestinité depuis le 27 juillet dernier. Les magistrats de Turin n'ont officiellement appris la disparition des terroristes que le jeudi 3 août.

« Une nouvelle étape pour la démocratie », s'écrit la presse italienne, après la disparition de Nadia Mantovani, l'un des fondateurs des Brigades rouges, et de Vincenzo Guagliardo. Tous deux étaient au banc des accusés lors du procès des Brigades rouges, qui a pris fin le 24 juin dernier à Turin. Ils étaient dans les cages de verre, dressées au milieu du tribunal, avec les autres inculpés, tous qualifiés de « dangereux ». Mais les deux terroristes ont bénéficié de la liberté provisoire dès le 24 juin, car ils avaient passé en prison préventive le temps maximum autorisé par la loi.

Avant sa libération, Nadia Mantovani avait lu à ses juges un long communiqué « émettant toutes les actions des Brigades rouges », y compris le rapt et l'assassinat d'Aldo Moro, et cette affaire révèle que les nou-

Un journaliste du « New York Times » est emprisonné indéfiniment pour avoir refusé de divulguer ses sources

Washington (A.F.P.). — M. Myron Farber, journaliste au New York Times, a été emprisonné, le vendredi 4 août, pour avoir refusé de fournir certains de ses dossiers à un tribunal (voir le Monde du 4 août).

Le juge Thurgood Marshall, de la Cour suprême, a en effet refusé d'accorder au journaliste un nouveau délai pour qu'il puisse faire appel du jugement le condamnant à la détention jusqu'à ce qu'il remette ses notes à la justice.

M. Farber avait écrit, en 1975, une série d'articles sur la mort de treize patients à l'hôpital de Riverdale, à Oradell (New-Jersey). Un médecin de cet établis-

sement, le docteur Marlo Jascovich, a depuis été inculpé pour ces décès qui, selon l'accusation, étaient dus à l'administration de curare.

Le tribunal jugeant le médecin avait demandé à M. Farber les notes qu'il avait prises au cours de son enquête pour écrire ses articles, mais le journaliste a refusé de les lui remettre. Il a donc été condamné à la prison pour offense au tribunal. Solidaire de M. Farber, le New York Times a été condamné à une amende de 5 000 dollars par jour tant que les notes n'auront pas été remises au juge chargé de l'affaire Jascovich.

Compagne de Malakowski Lili Brik est morte à Moscou

Lili Brik, la sœur d'Elsa Triolet, qui fut pendant de nombreuses années la compagne et l'inspiratrice de Malakowski, est morte le vendredi 4 août à Moscou. Elle était âgée de quatre-vingt-six ans.

Lili, aimez-vous !

Lili morte ! On ne peut l'imaginer. Elle était la vie, la beauté, la passion, le souvenir vivant de toute une culture brillante, commu-

avec le jeune Malakowski, grâce à sa sœur Elsa, en 1915, sera le point de départ d'une grande aventure, un grand amour tragique, une grande, une folle amitié brisée par le drame. Quand le poète se tua, le 14 avril 1930, Lili et Ossip sont à Berlin, en voyage : ils trouvent à Moscou, la dernière lettre, testament du poète : « Camarade gouvernante, ma famille c'est Lili Brik, mamam, mes sœurs et Veronika Polonskaïa. Si la leur vie est la vie possible, merci. » Et à elle, il jette ces derniers mots : « Lili, aimez-moi... »

Elle va partir alors, pendant des années, pour qu'on fasse Malakowski la place qui lui revient et n'hésite pas, lorsque la situation lui paraît sans espoir, à écrire personnellement à Staline. C'est en 1935. Un an plus tard, s'ouvrira à Moscou, dans l'appartement qu'avait eu longtemps partagé Lili, Ossip Brik et Malakowski, le petit musée Malakowski. Il devait être fermé au début des années 1970 et être remplacé par un somptueux musée de marine « expurgé » de toute référence à Lili Brik. Il est vrai que dès les années d'après-guerre, « Lili » n'avait plus de membres du bureau politique et « faiseurs de rois » de la hiérarchie soviétique parlait volontiers de la nécessité « d'arracher Malakowski à l'histoire ». Ces collègues n'avaient pas été ignorés par la presse soviétique, en particulier par la revue *Opinion*, qui avait consacré plusieurs articles en 1968 à réduire un amour fou en une intrigue désolée. Ce qui amenait Lili, qui avait toujours refusé de mettre le pied dans le monde nouveau, consacré au cours de ses dernières années pour obtenir la libération d'un autre innocent, le cinéaste Paradjanov. Lorsqu'elle était venue à Paris, en 1976, pour l'exposition Malakowski en 1976, Lili Brik avait étonné la capitale par son amour et sa curiosité de la vie d'un homme qui avait proposé de rester en France. Mais elle avait préféré retourner sur la terre où elle vient de mourir. « J'ai tout dit », expliquait-elle, « mes langues, mes malheurs, Brik, Malakowski. Je ne peux pas laisser tout ça. » Aujourd'hui, la volonté contrainte de laisser et tout ça, y compris son mari, l'historien Vasilia Katsianian, lui aussi un ancien du groupe Malakowski. Plus encore qu'un grand amour, c'est un dernier témoin capable de nous raconter les années 20, leur folie, leurs immenses espoirs, qui vient de disparaître.

NICOLE ZAND.

BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des découvertes d'un Académicien Bègues. Renseign. grat. P. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

1978-08-15